



Assemblée générale

Distr. générale
13 août 2021
Français
Original : anglais

Conseil des droits de l'homme

Quarante-huitième session

13 septembre-1^{er} octobre 2021

Point 4 de l'ordre du jour

**Situations relatives aux droits de l'homme
qui requièrent l'attention du Conseil**

Rapport de la Commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne*, **

Résumé

Dans le présent rapport, soumis au Conseil des droits de l'homme en application de sa résolution 46/22, la Commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne expose les conclusions des investigations qu'elle a menées sur les faits qui se sont produits entre le 1^{er} juillet 2020 et le 30 juin 2021 dans les zones contrôlées par le Gouvernement, à Edleb et dans l'ouest d'Alep, dans le nord d'Alep et à Ras el-Aïn, et dans le nord-est du pays.

* Il a été convenu que le présent rapport serait publié après la date normale de publication en raison de circonstances indépendantes de la volonté du soumetteur.

** Les annexes au présent rapport sont distribuées telles qu'elles ont été reçues, dans la langue de l'original seulement.



I. Mandat et méthode

1. Conformément à sa façon de procéder habituelle et aux pratiques couramment suivies par les commissions d'enquête et dans les investigations sur les droits de l'homme, la Commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne¹ s'est fondée avant tout sur 538 entretiens, menés en personne dans la région ainsi que depuis Genève, pour établir le présent rapport². Elle a collecté et analysé des documents, des rapports, des photographies, des vidéos et des images satellites provenant de multiples sources³. Elle a aussi demandé, par écrit et pendant des réunions, à recevoir de la part du Gouvernement syrien, des parties au conflit et des États Membres de l'Organisation des Nations Unies (ONU) des informations sur les faits survenus et l'évolution de la situation dans le pays⁴. Elle a estimé que le niveau de preuve requis avait été atteint lorsqu'elle avait des motifs raisonnables de croire que les faits s'étaient produits comme décrits et, si possible, que les violations avaient été commises par la partie au conflit identifiée.
2. Les investigations de la Commission demeurent entravées par le fait qu'elle n'est pas autorisée à se rendre dans le pays et par la nécessité de garantir la sécurité des personnes interrogées. Dans tous les cas, la Commission a agi selon le principe qui consiste à ne pas nuire à autrui.
3. La Commission remercie toutes les personnes qui lui ont fourni des informations, en particulier les victimes et les témoins.

II. Évolution de la situation politique et militaire

4. Le cessez-le-feu décrété le 5 mars 2020 a entraîné une réduction notable des hostilités dans le nord-ouest du pays, mais la situation en République arabe syrienne est restée instable⁵. La situation économique a continué de se détériorer et la pandémie de COVID-19 a mis une pression supplémentaire sur le système de santé déjà dévasté par la guerre. En mars 2020, le Secrétaire général a appelé au cessez-le-feu national et a engagé les pays du Groupe des Vingt à lever les sanctions afin de garantir l'accès aux vivres et aux fournitures médicales essentielles, y compris à celles nécessaires pour lutter contre la COVID-19, mais ses appels sont restés sans effet.
5. La vie quotidienne est de plus en plus difficile pour les civils. Au début du mois de janvier, nombre d'entre eux se sont retrouvés dans une situation désespérée lorsque le Ministère syrien du pétrole et des ressources minérales a décidé, en raison de retards dans la chaîne d'approvisionnement qu'il a imputés aux sanctions, de réduire la distribution de carburant – de près d'un quart pour certains types de carburant – ce qui a créé une pénurie⁶. Le 15 avril 2021, la Banque centrale a de nouveau dévalué la livre syrienne (le taux de change

¹ Les membres de la Commission sont Paulo Sérgio Pinheiro (Président), Karen Koning AbuZayd et Hanny Megally.

² Compte tenu des restrictions des déplacements dues à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), la majorité des entretiens ont été menés à distance. Pendant la période considérée, la crise de liquidités qu'a connue l'ONU et les coupes budgétaires connexes ont contraint la Commission à fonctionner pendant la majeure partie de la période avec moins de 40 % des effectifs prévus et, partant, ont considérablement limité l'ampleur de ses enquêtes.

³ Le Gouvernement de la République arabe syrienne adresse régulièrement au Secrétaire général, à la présidence du Conseil de sécurité et à d'autres personnes des lettres identiques traitant de situations préoccupantes. La Commission a analysé 68 lettres de ce type que le Gouvernement a envoyées entre le 1^{er} juillet 2020 et le 30 juin 2021.

⁴ Dans des communications datées du 5 juin, du 30 juin, du 16 octobre et du 24 novembre 2020, ainsi que du 31 mai et du 15 juin 2021, la Commission a demandé au Gouvernement de la République arabe syrienne des informations sur les problèmes et faits survenus (voir annexe IV), mais elle n'a reçu aucune réponse. Pendant la même période, elle a adressé 59 demandes d'informations à d'autres parties au conflit et États Membres de l'ONU, et se félicite des réponses reçues et des échanges auxquels elles ont donné lieu.

⁵ Une carte de la République arabe syrienne figure à l'annexe I.

⁶ Voir www.sana.sy/?p=1292868 (en arabe).

passant de 1 250 livres pour 1 dollar des États-Unis d'Amérique à 2 500 livres pour 1 dollar)⁷, ce qui a conduit à une nouvelle augmentation du prix des biens et des médicaments.

6. Selon le Programme alimentaire mondial, 12,4 millions de Syriens (près de 60 % de la population) étaient en situation d'insécurité alimentaire – le nombre le plus élevé jamais enregistré – et 43 % ne mangeaient pas à leur faim, soit le double de l'année précédente⁸. Dans le même temps, les faibles capacités de dépistage, la grave pénurie d'oxygène et la lenteur de la livraison des vaccins dans le cadre du COVAX, le volet Vaccins du dispositif pour accélérer l'accès aux outils de lutte contre la COVID-19 (Accélérateur ACT), ont entravé la lutte contre le coronavirus, qui a contaminé énormément de personnes⁹.

7. Sur les quelque 13,4 millions de Syriens qui avaient besoin d'une assistance humanitaire en mars 2021 (21 % de plus qu'en 2020), 4,9 millions vivaient dans le nord-ouest du pays¹⁰. Dans sa résolution 2585 (2021), adoptée à l'unanimité le 9 juillet, le Conseil de sécurité a reconduit le mécanisme d'acheminement transfrontière de l'assistance, mais a décidé que le poste frontière de Bab el-Haoua serait l'unique point d'entrée de l'aide humanitaire fournie par les Nations Unies.

8. Pendant la période considérée, le conflit a perduré et les tensions militaires sont restées élevées, avec les forces gouvernementales, des groupes armés non étatiques, des groupes considérés comme terroristes par l'ONU et cinq armées étrangères¹¹ opérant à proximité les uns des autres, mais les lignes de front n'ont pas bougé (voir l'annexe II). Les forces de la Fédération de Russie ont mené au moins 82 frappes aériennes en soutien au Gouvernement syrien, tandis que la coalition internationale contre Daech, dirigée par les États-Unis d'Amérique, en a réalisé au moins 56 sur le territoire syrien¹². En outre, les États-Unis auraient mené au moins quatre autres frappes aériennes, deux en août 2020 près de Qamichli et deux en février et juin 2021 contre des groupes armés non étatiques près de la frontière iraquienne¹³. La Commission a pu attribuer aux forces israéliennes au moins 19 frappes aériennes perpétrées sur le territoire syrien, dont une particulièrement meurtrière contre les forces progouvernementales le 13 janvier¹⁴.

9. Edleb et les provinces environnantes constituaient encore l'épicentre des violences, avec des attaques contre les patrouilles conjointes russo-turques dans la zone de désescalade. Les attaques aériennes et terrestres se sont intensifiées au début de 2021 et ont touché des hôpitaux et des installations gazières pourtant situés dans une zone de désescalade (voir *infra* la section IV).

10. Dans les régions d'Afrin et de Ras el-Aïn, des engins explosifs improvisés détonent presque toutes les semaines. La Commission a recueilli des informations sur sept de ces explosions, qui ont tué et blessé au moins 243 personnes (hommes, femmes et enfants) et ont endommagé des bâtiments civils (voir *infra* la section V).

⁷ Programme alimentaire mondial, « Syria Country Office Market Price Watch Bulletin », n° 77, avril 2021.

⁸ Voir <https://news.un.org/en/story/2021/06/1094782> et <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/2021%2004%20WFP%20Syria%20External%20Situation%20Report%2004%20-%20April%202021.pdf>.

⁹ Voir www.emro.who.int/syria/news/update-on-covid-19-vaccination-in-syria.html et <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Syrian%20Arab%20Republic%20-%20COVID-19%20Humanitarian%20Update%20No.%2026%20As%20of%2010%20June%202021.pdf>.

¹⁰ Voir https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/syria_2021_humanitarian_needs_overview.pdf.

¹¹ États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Iran (République islamique d'), Israël et Turquie.

¹² Données communiquées à la Commission. Voir aussi <https://www.inherentresolve.mil/Releases/Strike-Releases/>.

¹³ Voir www.defense.gov/Explore/News/Article/Article/2516530/us-conducts-defensive-airstrikes-against-iranian-backed-militia-in-syria/ et www.defense.gov/Newsroom/Releases/Release/Article/2672875/statement-by-the-department-of-defense/.

¹⁴ Données communiquées à la Commission. Voir aussi les lettres identiques que le Gouvernement syrien a adressées au Secrétaire général, à la présidence du Conseil de sécurité et à d'autres personnes entre le 1^{er} juillet 2020 et le 30 juin 2021, en particulier le document S/2021/46. Pour une définition de l'expression « forces progouvernementales », voir A/HRC/46/54, par. 19, note 27.

11. Dans le nord-est du pays, les difficultés économiques, la précarité des conditions de sécurité et l'adoption, par l'administration autonome¹⁵, de « règlements » impopulaires ont provoqué de vastes manifestations dans les provinces de Hassaké et d'Alep (voir *infra* la section VI). La présence de membres de Daech dans la région a continué de menacer la sécurité et – à mesure que les attaques de Daech se multipliaient – a attisé le mécontentement des habitants.

12. Annoncées le 18 avril, les élections présidentielles se sont tenues le 26 mai. À la tête du pays depuis 2000, le Président Bashar al-Assad a été réélu avec 95 % des voix. Seules les personnes résidant dans les zones contrôlées par le Gouvernement et certains membres de la diaspora ont pu voter et la crédibilité des élections, qui n'étaient pas surveillées par l'ONU, a été mise en doute¹⁶.

13. Le 2 mai, à l'approche des élections, le Président a gracié des personnes qui avaient été reconnues coupables de contrebande, de consommation de drogues et de commerce illicite de devises. Selon certaines informations, peu de détenus ont été libérés par la suite.

14. La Commission constitutionnelle chargée de rédiger une nouvelle constitution conforme à la résolution 2254 (2015) du Conseil de sécurité s'est réunie à trois reprises pendant la période considérée. À la fin de l'année 2020, l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie, Geir O. Pedersen, a fait savoir au Conseil de sécurité que des divergences non négligeables subsistaient, y compris au niveau général, et qu'elles empêchaient d'accomplir des progrès tangibles vers l'adoption d'une solution politique.

15. Les Ministres des affaires étrangères de la Fédération de Russie, du Qatar et de la Turquie se sont réunis à Doha le 11 mars afin de discuter de la situation en République arabe syrienne. À l'issue de la réunion, le Ministre turc a annoncé que les trois pays avaient lancé un nouveau processus de consultation trilatéral afin de contribuer à trouver une solution politique durable en République arabe syrienne, tout en précisant que ce processus ne visait pas à saper les pourparlers d'Astana.

16. Le 21 janvier 2021, le Secrétaire général a annoncé la création d'un Groupe consultatif indépendant de haut niveau sur la déconfliction humanitaire en République arabe syrienne, chargé de le conseiller sur les moyens de renforcer le mécanisme de désescalade du conflit.

17. Pendant la période considérée, la question de l'utilisation d'armes chimiques en République arabe syrienne est restée l'une des priorités du Conseil de sécurité et de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques. Le 12 avril, l'Équipe d'enquête et d'identification de cette dernière a publié son deuxième rapport, dans lequel elle a conclu qu'il y avait des motifs raisonnables de croire que, le 4 février 2018, un hélicoptère des forces aériennes syriennes avait largué au moins une bonbonne de chlore dans la région de Saraqeb et qu'au moins 12 personnes avaient été touchées¹⁷. Le 22 avril, la Conférence des États parties à la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction a décidé de suspendre certains droits et privilèges dont la République arabe syrienne jouissait au titre de la Convention¹⁸.

18. Concernant l'établissement des responsabilités, la première condamnation pour actes de torture commis par des fonctionnaires en République arabe syrienne a été prononcée le 24 février à Coblenz, en Allemagne. Les Pays-Bas puis le Canada ont annoncé, séparément, leur intention de tenir le Gouvernement syrien responsable, au regard de l'article 30 de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, des violations flagrantes des droits de l'homme et des actes de torture commis¹⁹.

¹⁵ A/HRC/45/31, par. 12.

¹⁶ Voir, par exemple, S/PV.8805 et www.un.org/press/en/2021/db210525.doc.htm.

¹⁷ Voir aussi A/HRC/39/65, par. 55.

¹⁸ Voir www.opcw.org/media-centre/news/2021/04/conference-states-parties-adopts-decision-suspend-certain-rights-and-v.

¹⁹ A/HRC/46/55, par. 99.

III. Zones contrôlées par le Gouvernement

A. Conduite des hostilités

19. Au cours de la période considérée, l'insécurité s'est accrue dans le sud du pays, en particulier dans la province de Deraa, où des assassinats ciblés et des affrontements entre des individus armés et les forces de sécurité de l'État ont été signalés. À l'issue des affrontements, les forces gouvernementales ont demandé que certaines personnes soient expulsées vers des zones contrôlées par des groupes armés et ont utilisé des tactiques de siège à plusieurs occasions afin de faire pression sur la population locale pour qu'elle accède à leurs demandes.

20. À Kanakir, dans la province de Rif-Damas, les tensions sont restées vives entre les forces gouvernementales et les habitants pendant tout le mois de septembre 2020. Le 20 septembre, à un poste de contrôle temporaire du Service de renseignement de l'armée de l'air établi sur le pont de Taybeh, des agents ont arrêté trois femmes et une fillette de 3 ans, ce qui a déclenché des manifestations dans la ville le lendemain. Les forces gouvernementales ont exigé que les proches des femmes se rendent en échange de la libération de celles-ci. Le 22 septembre, alors que des personnes se rassemblaient au poste de contrôle dans l'attente de l'échange, des membres des forces militaires de sécurité ont arrêté les proches masculins d'une des victimes. Un autre homme a été arrêté quelques jours plus tard. Des affrontements entre des hommes armés et les forces de sécurité du Gouvernement ont pris une tournure dramatique, faisant un mort et deux blessés parmi les agents de la section 220 des forces militaires de sécurité. Les forces gouvernementales ont ensuite encerclé Kanakir et ses 30 000 habitants environ, empêchant la circulation des personnes et l'approvisionnement en articles alimentaires et non alimentaires et en carburant pendant au moins douze jours.

21. Quelques semaines plus tard, le 8 novembre 2020, des hommes armés non identifiés ont attaqué un poste de contrôle du Service de renseignement de l'armée de l'air dans l'est de Karak (province de Deraa), faisant cinq morts et deux blessés parmi les agents du Service, à la suite de quoi les forces progouvernementales ont encerclé la ville, mis en place un blocus et empêché 30 000 personnes environ de se déplacer librement. L'accès aux services, notamment aux soins de santé, et aux articles alimentaires et non alimentaires a été considérablement restreint. Les forces gouvernementales ont exigé que plusieurs hommes se rendent, soient transférés avec leur famille dans des zones échappant au contrôle du Gouvernement et remettent leurs armes, y compris celles qui auraient été utilisées lors de l'attaque du point de contrôle. Des civils ont fait savoir qu'ils devaient payer des pots-de-vin de plus de 100 dollars pour passer les points de contrôle et qu'ils craignaient d'être arrêtés, en particulier s'ils avaient un lien de parenté avec les hommes recherchés. Cinq jours plus tard, les forces de sécurité gouvernementales ont fouillé les maisons des hommes recherchés en présence de la 8^e brigade, soutenue par les forces russes. Une personne interrogée s'est souvenue que les forces de sécurité avaient pris son téléphone et son appareil photo pendant la fouille. Il semblerait qu'aucun des hommes recherchés ne se soit rendu, mais le 7 décembre 2020, l'un d'entre eux a été abattu avec son fils, devant chez lui, par des personnes non identifiées.

22. Le 1^{er} mai 2021, dans le village d'Oum Batné (province de Qouneïtra), à la suite de tensions dues à l'arrestation de deux habitants, des individus armés non identifiés ont attaqué un point de contrôle tenu par les forces militaires de sécurité. En réponse, les forces de sécurité gouvernementales ont encerclé le village d'environ 5 000 habitants et ont exigé la reddition de plusieurs personnes ou leur transfert vers le nord du pays. Les intéressés ayant refusé de se rendre, les forces gouvernementales ont tiré au mortier sur le village. Cinq femmes et leurs enfants ont été arrêtés à un point de contrôle alors qu'ils essayaient de fuir. Pour éviter une attaque terrestre de grande envergure contre Oum Batné, une centaine de personnes, dont des femmes et des enfants, ont été escortées jusqu'à Bab le 23 mai 2021.

23. Le 24 juin, les forces progouvernementales ont fermé la plupart des accès permettant d'entrer dans le quartier situé au sud de Deraa el-Balad ou d'en sortir, compromettant ainsi l'accès des civils à l'eau, aux vivres et aux médicaments pendant plusieurs semaines. Les forces progouvernementales auraient exigé des factions locales qu'elles abandonnent leurs armes légères de défense individuelle, ce qu'elles ont refusé de faire. L'enquête est toujours en cours.

24. Les assassinats et tentatives d'assassinats ciblés²⁰ se sont multipliés à Deraa, dont certains auraient été commis à titre de représailles par des acteurs armés locaux. La Commission a cherché à enquêter sur 18 assassinats perpétrés entre juillet 2020 et février 2021 et a reçu des informations sur des centaines d'autres.

25. Si des assassinats peuvent être imputables au contexte d'insécurité généralisée, d'autres étaient le fait de parties au conflit ciblant des individus en particulier. Parmi les victimes figuraient des dirigeants locaux de divers courants politiques, ainsi que des juges, des professionnels de santé et d'anciens membres de groupes armés, dont certains s'étaient « réconciliés » avec le Gouvernement²¹.

26. Le 22 avril 2021, aux alentours de midi, Ahmed Fayez al-Hasheesh, originaire de Tell Chebab (province de Deraa), a été abattu dans sa voiture, devant ses enfants, par des hommes armés à moto. Bien connu de la population, il était un ancien infirmier de terrain pendant la période où la province de Deraa était contrôlée par des groupes armés et aurait refusé la « réconciliation ». Le 10 septembre, un ancien juge membre du comité de réconciliation a été abattu devant chez lui par des hommes armés non identifiés.

27. Le 31 octobre 2020, des inconnus circulant à moto auraient tiré sur Maria al-Zou'bi, maire progouvernement de Taybeh (province de Deraa), sans toutefois la toucher alors qu'elle se trouvait devant chez elle. On rapporte qu'elle avait déjà survécu à une autre tentative d'assassinat deux mois plus tôt, quand des explosifs avaient été lancés sur sa maison. Dans la soirée du 7 janvier 2021, des hommes armés non identifiés ont tiré sur le maire de Jassem – non loin du village de Tibné, dans la province de Deraa – alors qu'il se trouvait avec sa famille. Le maire a succombé à ses blessures.

Conclusions

28. Le recours par les forces progouvernementales aux tactiques de siège décrites ci-dessus (par. 20 à 22) porte atteinte aux droits des personnes qui vivent dans les régions concernées, notamment à leurs droits à la liberté de circulation, à l'alimentation et à la santé, et peut s'apparenter à une peine collective, qui est un crime de guerre. Il existe aussi des motifs raisonnables de croire que les forces gouvernementales ont également eu recours à la prise d'otages, ce qui constituerait un autre crime de guerre.

29. Lorsqu'ils sont perpétrés par des parties au conflit, les assassinats ciblés décrits ci-dessus violent l'interdiction de s'en prendre directement à des civils et constituent un meurtre et un crime de guerre. Rien n'indique que le Gouvernement ait lancé une enquête sur ces assassinats²².

B. Arrestations et détention

30. En mars 2021, la Commission a présenté au Conseil des droits de l'homme un rapport sur la détention en République arabe syrienne ces dix dernières années²³. Les violations recensées pendant la période considérée viennent s'ajouter aux très nombreux éléments factuels qui étaient les conclusions du rapport.

31. On a continué à signaler des décès en détention, dont 13 pendant la période considérée rien que dans les provinces de Deraa et de Rif-Damas. Ainsi, un homme de Jassem qui avait pris part au processus de « réconciliation » a été arrêté par les forces militaires de sécurité après la reprise de la zone par les forces gouvernementales en 2018. En mai 2021, se proches ont appris par des contacts officiels au sein des autorités qu'il était décédé en détention en juillet 2020. Aucune dépouille ni aucun certificat de décès ne leur a été remis.

32. Des détenus survivants ont indiqué que des centaines de personnes étaient mortes dans les locaux des services de sécurité du Gouvernement et à la prison militaire de Sednaya et que des dizaines de détenus étaient décédés après leur transfert à l'hôpital militaire de

²⁰ A/HRC/45/31, par. 17.

²¹ A/HRC/46/54, par. 16.

²² La Commission a demandé des informations au Gouvernement syrien mais n'en a pas reçu.

²³ A/HRC/46/55.

Techrine. Ils ont dit qu'à Sednaya, des détenus continuaient de mourir des suites d'actes de torture ou de traitements inhumains ou dégradants et que la faim et la tuberculose étaient très répandues²⁴.

33. Plusieurs personnes interrogées ont dit que le spectre des arrestations arbitraires était toujours omniprésent, « réconciliation » ou pas, et que cela entravait leur liberté de circulation²⁵. Un jeune homme originaire de Homs a par exemple expliqué qu'il était revenu en République arabe syrienne en décembre 2019 dans le cadre d'une procédure de « réconciliation » parrainée par le Gouvernement. Il avait déposé une demande de retour auprès des forces de sécurité syriennes et s'était « réconcilié » avec les autorités à la frontière, juste après être entré sur le territoire. On lui a ensuite demandé de se présenter au bureau de la Direction de la sécurité politique à Homs, où il s'est rendu seul et a été arrêté. Il a été détenu pendant trois mois et demi dans plus de cinq centres différents, puis a été libéré après que sa famille a versé des pots-de-vin. Il a dit qu'il avait été torturé pendant toute sa détention par plusieurs agents et par des professionnels de santé de la section 235 de la Direction du renseignement militaire, à Damas.

34. La détention au secret et les disparitions forcées étaient encore généralisées. Comme constaté par le passé, les forces et agents du Gouvernement ont continué de dissimuler le sort réservé aux personnes détenues ainsi que le lieu où elles se trouvaient, et d'extorquer aux familles d'importantes sommes d'argent en échange d'informations.

35. Un détenu a par exemple été libéré en 2020 dans le cadre d'une amnistie présidentielle, mais seulement après avoir payé un pot-de-vin. Il a indiqué que pendant neuf ans, il avait été détenu dans les sections 291 et 248 de la Direction du renseignement militaire, dans des conditions sordides, et qu'il avait été torturé à la prison militaire de Sednaya. Il n'a eu connaissance du jugement rendu contre lui que quatre mois avant son transfert vers une prison de la province de Soueïda.

36. Dans un autre cas, un militant actif dans les médias a été arrêté à un poste de contrôle de la Direction du renseignement de l'armée de l'air à Alep, le 18 septembre 2019, puis transféré dans trois autres sections militaires différentes (bureau de la quatrième Division, section 215 puis section 235, aussi connue sous le nom de section palestinienne) avant d'être détenu au secret à la prison militaire de Sednaya. Il a dit qu'il avait été torturé et avait subi des violences sexuelles dans chacun de ces lieux. Il a aussi précisé que des mineurs âgés de 12 à 17 ans étaient détenus avec lui dans les sections du renseignement militaire, y compris la section palestinienne. Il a été libéré le 11 décembre 2020.

Conclusions

37. Les cas de détention arbitraire décrits ci-dessus viennent s'ajouter aux nombreuses preuves déjà présentées dans le rapport sur la détention²⁶ que la Commission a établi en mars 2021 et dans lequel elle a démontré que des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre continuaient d'être commis. Les forces gouvernementales détiennent encore arbitrairement et au secret ou ont fait disparaître des dizaines de milliers de personnes. À la connaissance de la Commission, aucune enquête n'a été ouverte concernant les cas de décès en détention susmentionnés.

C. Droits au logement, à la terre et à la propriété

38. Dans les zones reprises par les forces gouvernementales dans le nord-ouest du pays, en particulier dans les provinces d'Alep, de Hama et d'Idlib, la confiscation des biens et des terres au moyen de ventes aux enchères a continué d'empêcher le retour des personnes déplacées. Des terres arables qui accueillait des cultures à forte valeur ajoutée telles que le pistachier et l'olivier ont notamment été confisquées. Certaines de ses terres ont été brûlées ou détruites après avoir été reprises, tandis que d'autres ont été cultivées par les forces progouvernementales afin de générer des profits pour les autorités et certains particuliers.

²⁴ Voir aussi A/HRC/46/55, par. 24.

²⁵ Voir aussi A/HRC/36/55, par. 20 à 22.

²⁶ A/HRC/46/55.

39. En octobre 2020, les autorités locales des provinces d'Alep, de Hama et d'Idlib ont commencé à proposer des baux annuels aux enchères, prétendument pour permettre à des agriculteurs de cultiver des terres appartenant à des personnes déplacées. Le 24 novembre, le Ministère de l'agriculture et de la réforme agraire a annoncé que les enchères organisées dans ces provinces avaient pour but de mettre en culture toutes les terres agricoles non utilisées sur lesquelles du blé pouvait pousser. Toutefois, des personnes interrogées ont affirmé que les enchères n'étaient souvent qu'une façade permettant d'officialiser le fait que diverses forces progouvernementales s'étaient déjà approprié des terres appartenant à des personnes déplacées et les cultivaient, et ont souligné qu'aucun changement d'affectation des terres n'avait eu lieu après les enchères.

40. Dans la province de Hama, le Comité militaire et de sécurité a annoncé par voie d'arrêté qu'environ 19 ventes aux enchères, y compris pour des terres agricoles, allaient être organisées en octobre et novembre 2020. Un agriculteur de Hama a indiqué que de vastes étendues de terres lui appartenant avaient été mises aux enchères et que dans d'autres parties de ses terres, des arbres avaient été déracinés et vendus comme bois de chauffage par des milices locales.

41. En octobre, à Idlib, il a été annoncé que des terres appartenant aux débiteurs de la Banque agricole allaient être vendues aux enchères. Toutefois, les personnes interrogées concernées ont toujours nié avoir contracté des dettes auprès de la Banque agricole et ont dit craindre que les enchères ne soient qu'un prétexte et une première étape vers la saisie permanente de leurs terres.

42. En parallèle, le Gouvernement de la République arabe syrienne continue de confisquer des biens civils au titre de la loi n° 19/2012 de lutte contre le terrorisme²⁷. En outre, les avoirs de particuliers – et des membres de leur famille – ont été gelés sur décision du Ministère des finances, comme suite à la modification récente de l'article 97 de la loi n° 30/2007 sur la conscription militaire. Des enquêtes sont en cours.

Conclusions

43. Les confiscations de biens privés décrites ci-dessus, en particulier celles qui sont susceptibles de générer un profit personnel, peuvent s'apparenter à du pillage, qui est strictement interdit par le droit international humanitaire, et constituer un crime de guerre. En tant que normes coutumières du droit international humanitaire, les droits fonciers des personnes déplacées sont aussi protégés et doivent être respectés par toutes les parties. Le droit à la propriété est lui aussi garanti par le droit international des droits de l'homme et nul ne peut être arbitrairement privé de sa propriété.

IV. Idlib et ouest d'Alep

44. Dans le nord-ouest du pays, la baisse des violences attribuable au cessez-le-feu du 5 mars 2020 a initialement permis le retour de nombreux civils déplacés²⁸. Au début de l'année 2021, des offensives aériennes et terrestres ont néanmoins marqué la reprise des hostilités. Des attaques nourries ont dévasté des infrastructures civiles, notamment des marchés et des hôpitaux. En outre, des installations gazières et des itinéraires logistiques essentiels ont été attaqués en mars, ce qui a paralysé l'approvisionnement en ressources indispensables et la distribution de l'aide (voir *infra* les paragraphes 59 à 63). Plusieurs de ces attaques suivaient un schéma déjà constaté lors de l'offensive menée contre Idlib et l'ouest d'Alep entre novembre 2019 et mars 2020²⁹.

²⁷ A/HRC/40/70, par. 80 à 82.

²⁸ Voir https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/syria_2021_humanitarian_needs_overview.pdf, p. 16.

²⁹ Voir, de manière générale, A/HRC/44/61.

45. Très récemment, à la mi-juin, une attaque dévastatrice ciblant la région de Jabal el-Zaouïya, dans la province d'Idlib, a provoqué le déplacement de plus de 11 000 personnes³⁰. Des enquêtes sont en cours.

46. Parallèlement aux attaques perpétrées par les forces gouvernementales et venant aggraver les souffrances des civils qui vivent dans les régions d'Idlib et de l'ouest d'Alep, les attaques terrestres menées par des membres de groupes armés contre les zones contrôlées par le Gouvernement se sont intensifiées, touchant en premier lieu des zones résidentielles et faisant des victimes civiles. En outre, le groupe Hay'at Tahrir el-Cham³¹ a continué de cibler des journalistes et des militants dans la province d'Idlib et de limiter de manière systématique la liberté d'expression dans les zones sous son contrôle. Le « gouvernement du salut » du groupe a aussi adopté des « règlements » visant à empêcher les professionnels des médias de voyager et d'exercer des activités journalistiques de base.

A. Forces progouvernementales

Province d'Idlib

47. Entre novembre 2019 et mars 2020, les forces gouvernementales et les groupes de l'opposition se sont affrontés pour le contrôle de la province d'Idlib et de l'ouest de la province d'Alep, forçant de nombreuses personnes qui habitaient dans des lieux stratégiques proches des lignes de front à quitter leur maison.

48. Après une première tentative à la fin de 2019, les forces gouvernementales ont de nouveau essayé de reprendre Ariha en juillet 2020. Ainsi, le 14 juillet 2020, aux environs de 14 heures, les forces progouvernementales ont mené une attaque sol-sol et tiré au moins huit roquettes, semble-t-il depuis le village de Kafr Battikh, dans le sous-district de Saraqeb. L'attaque a frappé une zone résidentielle dans l'est d'Ariha et endommagé au moins deux habitations civiles, une école et une station de traitement des eaux qui aurait servi à distribuer de l'eau potable à plus de la moitié des habitants de la ville. Un homme et un garçon de 12 ans ont été tués et cinq autres personnes, dont quatre enfants, ont été blessées. Des personnes interrogées ont dit que les tirs avaient aussi déclenché des feux qui avaient brûlé des cultures.

49. Il ressort des images de fragments de munitions et d'impacts analysées par la Commission que les forces progouvernementales ont utilisé des missiles Grad, probablement tirés grâce à un lance-roquettes multitubes. Selon des témoins, l'attaque pourrait avoir été perpétrée en réponse à l'explosion plus tôt le même jour d'un véhicule piégé qui avait frappé un convoi turco-russe qui patrouillait sur l'autoroute M4.

50. En octobre et novembre, les forces progouvernementales ont redoublé d'efforts pour reprendre Ariha. Le 28 octobre, elles ont bombardé la ville entre 9 heures et 13 heures, semble-t-il depuis leur position de Saraqeb, causant la mort d'au moins deux hommes et un garçon et blessant huit autres civils, dont un garçon, une fille et une femme. Au moins cinq munitions ont frappé l'entrée du marché de Hol et endommagé plusieurs magasins et l'école Sadouh à proximité. Un garçon de 15 ans a été tué alors qu'il travaillait dans un atelier de mécanique à l'intérieur du marché.

51. Le 4 novembre, entre 7 h 30 et 8 heures, les forces progouvernementales ont lancé une autre attaque terrestre sur Ariha, tuant quatre civils, dont deux travailleurs humanitaires et une fillette de 10 ans, et en blessant cinq autres, dont une femme. Des personnes interrogées ont expliqué que quelque 35 munitions avaient frappé des zones d'habitations dans le nord et l'est de la ville, creusé des cratères dans les rues et dans la cour de l'école Sadouh et endommagé des maisons et un véhicule humanitaire.

³⁰ Voir <https://reliefweb.int/report/syrian-arab-republic/syria-mvam-bulletin-56-june-2021>.

³¹ Bien que ce groupe, qui s'appelait initialement « Jabhat el-Nosra », soit devenu « Jabhat Fatah el-Cham » en juillet 2016 puis « Hay'at Tahrir el-Cham » au début de 2017, la Commission, à l'instar du Conseil de sécurité qui l'a désigné comme tel dans sa résolution 2170 (2014), le considère toujours comme une entité terroriste ayant des liens avec Al-Qaida à l'échelle mondiale (voir par exemple A/HRC/46/54, par. 7).

52. De même, le 6 mars 2021, vers 15 h 45, les forces progouvernementales ont tiré à une douzaine de reprises en vingt minutes et ont touché plusieurs endroits dans les quartiers est d'Ariha, notamment – et pour la deuxième fois – le marché de Hol et des zones résidentielles adjacentes. Un homme a été tué et au moins cinq autres civils ont été blessés, dont trois filles et un garçon. L'un des tirs a frappé une zone proche des bureaux de secouristes locaux et a détruit une maison à proximité. Selon des personnes interrogées, aucune des attaques susmentionnées et recensées par la Commission ne pouvait être associée à la présence d'un objectif militaire à proximité des sites touchés³².

53. Un mois plus tard, le 8 avril, un véhicule en circulation a été directement touché dans le village de Najeya (sous-district de Jisr el-Choughour), situé près d'Ariha, à proximité de lignes de front actives et de points d'observation militaires. La Commission constate qu'une munition à guidage a probablement été utilisée pour cette attaque, qui a causé la mort de deux hommes, deux femmes et trois enfants et a blessé au moins trois autres enfants.

Ouest d'Alep

54. En parallèle des attaques susmentionnées sur Ariha, les forces gouvernementales ont redoublé d'efforts pour reprendre la ville d'Atareb. Ainsi, le 21 mars 2021, vers 8 h 30, au moins six roquettes ont été tirées en vingt minutes en direction de l'hôpital « souterrain » d'Atareb, situé dans une zone de désescalade du conflit, et trois l'ont touché³³. Au moins huit patients civils, dont une femme et deux garçons, ont été tués et 13 autres personnes ont été blessées, dont cinq soignants. L'attaque a aussi endommagé du matériel médical indispensable et un générateur et a presque détruit l'entrée de la clinique orthopédique et les salles d'attente situées au sous-sol.

55. L'établissement, qui a par la suite été mis hors service, faisait office d'hôpital chirurgical et pédiatrique depuis que la maternité et l'hôpital pour enfants d'Atareb avaient été endommagés³⁴. Selon des informations, il traitait tous les mois environ 3 650 patients en ambulatoire et plus de 170 patients dans ses services de médecine générale, d'orthopédie, de chirurgie, d'obstétrique et d'urgence³⁵.

56. Des personnes interrogées ont indiqué que l'hôpital se trouvait dans une zone rurale, à 2 kilomètres environ d'Atareb et à proximité d'habitations civiles et que la zone n'abritait pas d'objectif militaire connu. L'hôpital avait été construit à sept mètres de profondeur dans une grotte et comptait deux étages souterrains.

57. Des témoins ont dit avoir vu des patients, y compris des enfants, et du personnel médical allongés au sol, avec des blessures dues à des éclats d'obus et d'importantes brûlures. Une personne interrogée a raconté que le souffle de l'explosion avait provoqué le verrouillage de la porte d'entrée, obligeant les patients et le personnel médical à utiliser la sortie de secours, qui a été touchée par une autre roquette quelques minutes plus tard. Les explosions successives ont bloqué les sorties potentielles et les victimes sont restées coincées à l'intérieur alors que les tirs détruisaient le bâtiment.

58. Dans la droite ligne des témoignages, les vidéos et photos de fragments de munitions analysées par la Commission révèlent que les forces progouvernementales ont eu recours à un missile à guidage sophistiqué. En outre, des personnes interrogées ont dit qu'il y avait eu pendant l'attaque des tirs d'artillerie traditionnels qui proviendraient de zones contrôlées par le Gouvernement.

³² La Commission a demandé des informations au Gouvernement de la République arabe syrienne et à celui de la Fédération de Russie mais n'a reçu aucune réponse.

³³ Voir aussi A/HRC/44/61, par. 43, 44, 45, 56, 75 et 76.

³⁴ A/HRC/44/61, par. 45.

³⁵ Voir <https://reliefweb.int/report/syrian-arab-republic/five-sams-medical-staff-injured-airstrikes-al-atareb-surgical-hospital>.

B. Attaques ayant perturbé l'activité économique dans les zones tampons

59. Dans un contexte de pénuries chroniques de carburant et de grave crise économique, les forces progouvernementales ont lancé plusieurs attaques qui ont eu des répercussions sur l'approvisionnement et l'accès aux biens et au carburant pour une grande partie de la population.

60. Le 5 mars 2021, entre 19 heures et 19 h 30, une attaque sol-sol utilisant des armes à sous-munitions a frappé un parking et endommagé des raffineries de pétrole rudimentaires dans la campagne de Hamran, non loin de Jarablos (province d'Alep). Des personnes interrogées ont décrit la région comme une « zone tampon » par laquelle le pétrole brut provenant des provinces de Hassaké et de Deïr el-Zor et à destination du nord du pays transitait, notamment par le point de passage de Hamran. Au moins quatre personnes ont été tuées et 27 autres blessées, et de nombreuses citernes et de nombreux camions ont été complètement détruits.

61. Environ une heure plus tard, alors que les sauveteurs accouraient pour venir en aide aux victimes, les forces progouvernementales ont mené une seconde attaque contre d'autres raffineries rudimentaires non loin du village de Tahrin (district de Bab), près de Jarablos. L'explosion qui en a résulté a tué au moins un sauveteur, a blessé quatre autres civils et a endommagé les installations environnantes et des citernes. Dans la droite ligne des témoignages, les photos de fragments de munitions et de dégâts analysées par la Commission dénotent le recours à des bombes à sous-munitions tirées par lance-roquettes. La Commission a reçu des informations concernant d'autres attaques menées dans la même région le 15 mars ou aux alentours du 15 mars. Des enquêtes sont en cours.

62. Le 21 mars 2021, quelques heures après le bombardement de l'hôpital d'Atareb (voir *supra* les paragraphes 54 à 58), les forces progouvernementales ont mené deux attaques sur l'axe Bab el-Haoua/Sarmada. Vers 16 h 30, un tir de roquette a frappé une compagnie pétrolière non loin de Sarmada, faisant des dégâts matériels mais pas de victimes. Une demi-heure plus tard environ, plusieurs frappes aériennes ont touché une installation gazière et détruit une petite vingtaine de remorques stationnées près du point de passage de Bab el-Haoua. Au moins trois munitions ont touché la zone, tuant un homme et en blessant trois autres. Le souffle de l'explosion a mis le feu à 15 camions et en a endommagé 30 autres qui étaient stationnés sur un parking adjacent, ainsi que trois centres logistiques humanitaires situés à proximité, ce qui a forcé des organisations non gouvernementales à suspendre temporairement leurs opérations. En plus d'abriter le dernier point de passage de frontière pour l'acheminement de l'aide³⁶, la zone est une plaque économique et logistique majeure et un pôle humanitaire qui accueille les installations de nombreuses organisations non gouvernementales et des camps de déplacés. Ces attaques ont aussi perturbé la circulation des marchandises et ont entraîné une hausse des prix du carburant, venant aggraver une situation humanitaire déjà désespérée.

63. Il ressort des informations obtenues par la Commission, notamment des rapports des observateurs aériens, que pendant les attaques susmentionnées, au moins un aéronef à voilure fixe russe était présent et un drone s'était rendu sur le site touché et décrivait des cercles autour de la zone. La Commission n'a reçu aucune information laissant penser qu'un avion syrien se trouvait à proximité de la zone concernée au moment des faits.

Conclusions

64. Au vu des faits décrits ci-dessus, la Commission a des motifs raisonnables de penser qu'en lançant des attaques indiscriminées qui ont endommagé des infrastructures civiles, notamment des hôpitaux et des écoles, et en empêchant la population d'avoir accès aux biens indispensables à sa survie, tels que carburant et fournitures humanitaires, y compris au moyen de bombes à sous-munitions, les forces progouvernementales ont enfreint le principe de discrimination prévu par le droit international humanitaire. De surcroît, les attaques indiscriminées qui tuent ou blessent des civils décrites ci-dessus peuvent constituer des

³⁶ Voir https://cdn.logcluster.org/public/logistics_cluster_syria_cross-border_operations_2020.pdf et https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/20210326_sitrep_26_final.pdf.

crimes de guerre. Qui plus est, dans le cas de l'hôpital souterrain d'Atareb (voir *supra* les paragraphes 54 à 58), étant donné l'absence d'objectif militaire connu à proximité, le recours à des munitions à guidage et les pratiques déjà constatées³⁷, la Commission a des motifs raisonnables de croire que les forces progouvernementales sont susceptibles d'avoir commis le crime de guerre consistant à diriger une attaque contre une installation médicale.

C. Hay'at Tahrir el-Cham et autres groupes armés non étatiques

Conduite des hostilités

65. L'accord de cessez-le-feu de mars ayant été violé à de nombreuses reprises³⁸, les civils habitant dans les zones contrôlées par le Gouvernement ont continué de subir les attaques de groupes armés. Ils ont dit craindre pour leur sécurité et vivre dans l'angoisse de ne pas savoir quand aurait lieu la prochaine attaque. Par exemple, après les attaques du 21 mars (voir *supra* les paragraphes 54 à 58 et 62 et 63), vers 15 heures, des groupes armés ont mené une attaque au sol contre les quartiers est d'Alep, frappant plusieurs zones résidentielles sous contrôle gouvernemental. Les personnes interrogées ont raconté que des munitions avaient touché le quartier de Salihin et fait des dégâts sur un marché et dans le cimetière local. Quelques minutes plus tard, une autre munition, tirée selon des sources depuis la zone d'Atareb, avait frappé une habitation civile près d'un marché et d'une mosquée dans le quartier de Firdaous. L'attaque avait coûté la vie à au moins deux civils et en avait blessé 15 autres, dont trois femmes et deux enfants.

66. Le 20 juin, des groupes armés ont mené une nouvelle attaque contre la ville de Jourin, située à environ 90 kilomètres de Hama, dans la plaine de Ghab, importante du point de vue stratégique. Les personnes interrogées ont indiqué à la Commission qu'il y avait un camp militaire des forces gouvernementales à la périphérie de Jourin. L'une d'elles a expliqué que, vers midi, une munition avait frappé la maison de son cousin et que, alors que celui-ci se précipitait à l'extérieur vers ses enfants, sa fille de 2 ans avait été touchée à la tête par un éclat d'obus. La fillette avait succombé, tandis que son père et son frère de 4 ans avaient été blessés. D'après les informations reçues, les attaques contre Jourin se sont poursuivies une bonne partie du mois de juin. Des enquêtes sur les dernières attaques sont en cours.

Privation de liberté

67. Hay'at Tahrir el-Cham a continué de restreindre la liberté d'expression, notamment l'activité des médias, dans le but, déjà établi, d'étouffer toute dissidence politique³⁹. La Commission a recensé huit cas de détention de journalistes et de militants actifs sur les réseaux sociaux.

68. Des détenus ont déclaré avoir été mis au secret, ne pas avoir été informés des raisons de leur arrestation et ne jamais avoir comparu, pendant leur incarcération, devant un tribunal régulièrement constitué.

69. Un journaliste a ainsi raconté que, le 2 octobre, il avait été convoqué par le « bureau du procureur » de Hay'at Tahrir el-Cham pour répondre à des allégations de diffamation après avoir critiqué les procédures en ligne d'enregistrement des mariages du bureau de l'état civil de la ville d'Edleb. À son arrivée, on l'avait forcé à apposer l'empreinte de son pouce sur un document contenant des aveux et on l'avait transféré, après lui avoir bandé les yeux, dans un sous-sol où il avait passé la nuit. Le lendemain, il avait été transféré dans un troisième lieu, puis libéré trois jours plus tard, devant le mécontentement croissant de la population.

70. Comme la Commission l'a déjà établi⁴⁰, des militantes et des journalistes ont été doublement persécutées, notamment pour avoir exercé leur liberté d'expression, en dénonçant par exemple l'autorité de Hay'at Tahrir el-Cham. L'exemple d'une militante

³⁷ A/HRC/37/72, par. 73 et 74.

³⁸ Voir, par exemple, les bulletins d'information publiés régulièrement au cours de la période considérée par le Ministère de la défense de la Fédération de Russie sur l'état d'avancement de l'application du mémorandum sur la création de zones de désescalade.

³⁹ A/HRC/40/70, par. 54 à 57.

⁴⁰ A/HRC/44/61, par. 103 et 104.

détenue au secret par des membres de ce groupe pendant au moins trois mois, jusqu'à ce qu'elle soit libérée en janvier 2021, est à cet égard emblématique. Dans un autre cas, le 8 mars, des membres de Hay'at Tahrir el-Cham ont fait irruption dans les locaux d'un organisme de formation d'Edleb, à la suite d'un rassemblement au cours duquel les femmes étaient appelées à refuser les mariages polygames. Les membres du groupe ont confisqué les clefs du bâtiment et ont eu une altercation avec le personnel avant de fermer les locaux.

71. Par ailleurs, le « gouvernement du salut » a instauré de nouvelles règles, notamment l'obligation pour les journalistes d'être accrédités. Les personnes concernées ont expliqué à la Commission que ces dernières mesures étaient sans doute un moyen pour le groupe Hay'at Tahrir el-Cham d'empêcher les journalistes d'exercer librement leur métier. Des journalistes ont également indiqué que ces règles avaient entravé leur capacité de rendre compte des faits, évoquant, à titre d'exemple, les points de contrôle mis en place dans l'ensemble de la province. D'autres ont dit craindre des manœuvres de harcèlement et d'intimidation, leur enregistrement devant être effectué en personne par des membres du groupe, dans des locaux administrés par celui-ci.

Conclusions

72. La Commission conclut qu'il existe des motifs raisonnables de croire que des membres de groupes armés non étatiques ont continué de violer le principe de discrimination en lançant des attaques aveugles sur des zones habitées, en faisant des victimes civiles et en endommageant les infrastructures civiles. De tels actes – lancer des attaques aveugles faisant des morts et des blessés parmi les civils – pourraient être constitutifs de crimes de guerre.

73. D'autres motifs raisonnables donnent à penser que des membres de Hay'at Tahrir el-Cham ont continué⁴¹ de priver illégalement et arbitrairement des civils de liberté, notamment des journalistes et des militantes, qui ont été détenus pour avoir exercé leurs libertés fondamentales, sans que les garanties judiciaires soient respectées. Les mesures prises par ce groupe, qui ont eu des effets sur les médias, ont encore plus restreint le droit à la liberté d'expression.

V. Régions de Ras el-Aïn et du nord d'Alep

74. Au cours de la période considérée, les civils des régions d'Afrin et de Ras el-Aïn ont fait face à un regain de la violence, sous la forme, notamment, de nombreux attentats à la voiture piégée et de tirs d'artillerie tuant et blessant des dizaines d'hommes, de femmes et d'enfants et endommageant des infrastructures civiles. En plus des conditions de sécurité précaires, les civils ont continué de subir, de la part de forces agissant sous la protection de l'Armée nationale syrienne de l'opposition, des violations des droits de l'homme reconnus au niveau international⁴².

A. Conduite des hostilités

75. Pendant la période considérée, au moins 59 accrochages, faisant environ 641 victimes et au cours desquels des engins explosifs ont été utilisés, se seraient produits à Afrin et à Ras el-Aïn⁴³. La Commission a recensé sept explosions dans des lieux bondés qui ont fait au moins 243 victimes dans des zones contrôlées par l'Armée nationale syrienne. Le 14 septembre 2020, vers 18 heures, un véhicule piégé a explosé près du rond-point de Kawa dans la ville d'Afrin, tuant 10 civils, dont un garçon, et en blessant 31 autres, dont trois femmes et sept enfants. Une personne interrogée a indiqué avoir retiré les corps calcinés de quatre civils d'un véhicule touché par l'explosion.

76. Deux semaines plus tard, au moins 21 personnes, dont quatre enfants, ont été tuées et 60 autres blessées, dont trois travailleurs humanitaires, lors de l'explosion d'un camion piégé, qui s'est produite le 6 octobre, vers 13 heures, à Bab, dans la province d'Alep. Des témoins

⁴¹ A/HRC/46/55, sect. VI.A. et VIII.

⁴² A/HRC/46/54, par. 18.

⁴³ Communication confidentielle.

ont expliqué que l'explosion avait eu lieu dans un quartier civil, où se trouvaient de nombreux magasins et restaurants et à proximité d'un rond-point très fréquenté et d'un arrêt de bus. Un mois plus tard, le 24 novembre, une autre explosion a retenti dans une zone commerciale située à la périphérie de Bab, tuant cinq civils et en blessant 16 autres.

77. Le 30 janvier 2021, au moins six civils, dont trois garçons, ont été tués et 29 autres blessés, dont trois femmes et huit enfants, lors de l'explosion d'un véhicule piégé dans la zone commerciale de Sinaa à Afrin. Le lendemain, le 31 janvier, un autre engin explosif du même type a explosé dans le marché d'Izaz, tuant six civils, dont une femme et deux filles, et en blessant 25 autres, dont deux garçons et une fille.

78. Des attaques au véhicule piégé ont également été recensées dans la région de Ras el-Aïn. Ainsi, le 26 septembre 2020, vers 17 h 30, un véhicule a explosé dans une zone commerciale du sud de Ras el-Aïn, tuant sept civils, dont deux enfants, et en blessant 11 autres, dont au moins un enfant. Au moins quatre personnes ont été tuées, dont deux enfants, et 12 autres blessées lors de l'explosion, le 25 février, d'une camionnette dans une zone commerciale similaire, près d'un marché à Ras el-Aïn.

79. Lors d'une attaque particulièrement violente menée le 12 juin, des tirs de roquettes et d'artillerie ont frappé la ville d'Afrin en plusieurs endroits, tuant au moins 16 personnes et en blessant 20 autres, dont des enfants et du personnel médical et de secours. Des témoins ont raconté que vers 18 heures, des munitions avaient touché des terrains agricoles près de la route principale de Jindeiris et plusieurs habitations civiles près de l'hôpital Ibn Sina. Quelques minutes plus tard, au moins huit munitions avaient été tirées sur une zone résidentielle du centre d'Afrin, tuant au moins trois personnes, dont un combattant de l'Armée nationale syrienne. Entre 18 h 30 et 19 heures, alors que les habitants emmenaient de toute urgence les victimes à l'hôpital al-Shifa situé à environ 2 kilomètres de là, huit autres munitions avaient frappé directement l'aile est de cet hôpital, détruisant le service des urgences où des victimes venaient d'être admises. Le service obstétrique et pédiatrique avait également subi des dégâts. Après les attaques, la Turquie et des groupes armés de l'opposition ont accusé les Unités de protection du peuple kurde et le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) d'avoir délibérément pris l'hôpital pour cible, tandis que les Forces démocratiques syriennes, dont les Unités de protection du peuple kurde⁴⁴ font partie, condamnaient l'attaque. Des enquêtes sont en cours.

B. Privation de liberté

80. Des civils, essentiellement d'origine kurde, ont continué d'être privés illégalement de liberté par des membres de diverses brigades de l'Armée nationale syrienne, notamment la division 22 (brigade Hamza), la division 14 (141^e brigade), la division 13 (brigade Mohamed el-Fateh) et le groupe Feïlaq el-Cham⁴⁵. Pendant leur détention, les victimes étaient souvent emmenées dans des baraquements de fortune administrés par des brigades de l'Armée nationale syrienne, dans les différents sous-districts. Ces mêmes brigades ont continué, comme la Commission l'a déjà établi⁴⁶, de se livrer à des pillages et de s'approprier des biens, y compris des terres agricoles appartenant à des membres de la minorité yézidie, et de placer des personnes en détention.

81. D'anciens détenus ont expliqué que des membres de l'Armée nationale syrienne les avaient battus et torturés, notamment lors de leurs premiers interrogatoires, pour leur extorquer des aveux ou d'autres informations susceptibles de compromettre des tiers. Les personnes interrogées n'avaient pas été informées des raisons de leur arrestation et s'étaient ensuite vu refuser l'assistance d'un avocat et tout contact avec leur famille. Une fois les aveux obtenus sous la contrainte, des membres de l'Armée nationale syrienne transféraient les personnes des centres de détention de fortune vers des prisons centrales, souvent d'abord à la prison d'Al-Rai, puis à celle de Marata dans la région d'Afrin. Ces transferts avaient également lieu lorsque les détenus versaient des pots-de-vin aux membres de l'Armée nationale syrienne qui les gardaient.

⁴⁴ A/HRC/46/54, par. 12.

⁴⁵ Voir aussi A/HRC/45/31, par. 46 et 52 à 56.

⁴⁶ Ibid., par. 46 à 51.

82. Des détenus libérés ont expliqué qu'ils n'avaient été enregistrés et autorisés à voir leur avocat ou à joindre leurs proches qu'après avoir été transférés dans des prisons centrales. Au moment de la rédaction du présent rapport, beaucoup n'avaient pas encore comparu devant un tribunal. D'autres avaient été déférés devant des tribunaux militaires dans la région d'Afrin. Certains ont indiqué qu'ils s'étaient vu refuser l'accès à un avocat et que les aveux et d'autres informations extorqués par la torture ou les mauvais traitements étaient considérés comme la principale source de preuves dans les procédures pénales engagées par la suite.

83. Au cours de la période considérée, les descentes de différentes brigades dans des villages sont devenues routinières. Par exemple, entre le 4 et le 7 décembre 2020, des membres de Feïlaq el-Cham ont pris d'assaut les villages yézidis de Dai, de Bassoufan, de Bourj Haidar et de Kbachin, dans le sous-district de Shrawa (district d'Afrin), au soi-disant motif qu'un haut responsable d'une brigade de l'Armée nationale syrienne avait été assassiné. Une personne témoin a raconté que le 5 décembre ou aux alentours de cette date, à 22 heures, cinq membres de l'Armée nationale syrienne avaient fait irruption chez elle, avaient arrêté et placé son frère en détention et leur avaient volé de l'argent et des effets personnels. Pendant qu'ils la frappaient, les membres de Feïlaq el-Cham lui avaient demandé : « Pourquoi es-tu encore ici ? ». Un nombre indéterminé d'hommes auraient été arrêtés, puis relâchés une dizaine de jours plus tard. En février, le village de Bassoufan a plusieurs fois été visé par des descentes de la brigade Hamza et, après un changement de contrôle, par la brigade Feïlaq el-Cham.

84. Le mois suivant, le 27 janvier, entre 3 heures et 3 h 30 du matin, des membres de la division 14 et de la brigade 142 (brigade Souleïman Chah) ont fait irruption dans plusieurs maisons du village d'Al-Yahour, près de la ville de Maabatli (région d'Afrin). Pour empêcher les civils de se déplacer, ils avaient encerclé les alentours et imposé un couvre-feu pendant l'opération. Au moins 18 hommes et, selon certaines informations, un garçon ont été arrêtés et emmenés, les yeux bandés, au quartier général de la brigade Souleïman Chah, où ils ont été roués de coups et torturés. Une personne interrogée a affirmé que certaines victimes portaient encore les traces des coups après avoir été remises en liberté, quelque vingt-quatre heures plus tard.

85. Lors d'échanges avec la Commission, les dirigeants de l'Armée nationale syrienne ont indiqué qu'ils étaient déterminés à appliquer les lois internationales et nationales relatives à l'amélioration des conditions de détention, à respecter les droits de l'homme dans les lieux de détention et à garantir le droit à un procès équitable, et que le système judiciaire militaire enquêtait sur les membres de l'Armée nationale syrienne auteurs de violations, pour les amener à rendre des comptes⁴⁷.

C. Violence sexuelle et fondée sur le genre

86. Les pratiques de détention en République arabe syrienne ont toujours été fortement marquées par la question du genre⁴⁸. Au cours de la période considérée, la Commission a continué de recenser des violations fondées sur le genre, y compris de nature sexuelle⁴⁹.

87. Comme cela a été le cas pour les hommes, pendant leur détention, les détenues ont été transférées entre des centres administrés par différentes brigades de l'Armée nationale syrienne, dans les sous-districts de la région d'Afrin (voir *supra* le paragraphe 81). Les femmes et les jeunes filles étaient généralement arrêtées en même temps que leurs parents de sexe masculin ou après l'arrestation de leurs conjoints soupçonnés d'entretenir des liens avec l'administration autonome.

88. D'anciennes détenues ont dit avoir subi à plusieurs reprises des viols, des coups et des actes de torture de la part des membres des forces de l'Armée nationale syrienne qui les gardaient, et avoir été régulièrement privées de nourriture. D'autres ont été menacées de viol

⁴⁷ Communication confidentielle.

⁴⁸ Voir « "I lost my dignity" : sexual and gender-based violence in the Syrian Arab Republic ». Disponible (en anglais) à l'adresse suivante : www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/IICISyria/Pages/Documentation.aspx.

⁴⁹ A/HRC/45/31, par. 59 et 60.

pendant les interrogatoires, ont été agressées et harcelées, notamment lorsqu'elles se trouvaient à l'isolement, ce qui a renforcé encore les peurs et les actes d'intimidation⁵⁰. Il est arrivé que des victimes soient harcelées devant des détenus de sexe masculin, ou que des proches de sexe masculin soient contraints d'écouter les cris des femmes pendant qu'elles étaient battues ou agressées.

89. Dans deux cas, la Commission a établi que des femmes avaient été détenues séparément dans une maison de la région d'Afrin, où elles avaient été amenées par un haut commandant de l'Armée nationale syrienne en échange de cadeaux qu'il avait reçus du propriétaire des lieux. Au moins une de ces femmes aurait été victime de viol et de violences sexuelles pendant sa détention.

Conclusions

90. Pour ce qui est de l'emploi de véhicules piégés (voir *supra* les paragraphes 75 à 78), aucune partie n'a revendiqué la responsabilité des attaques perpétrées. Néanmoins, un certain nombre d'éléments probants permettent de conclure que les sept attaques en question lancées contre et dans la région d'Afrin et de Ras el-Aïn ont été perpétrées par des factions ou des combattants de groupes armés, et non par des membres des forces de l'État. Il existe des motifs raisonnables de croire que les sept attaques, en raison de l'utilisation d'engins explosifs improvisés qui ont fait des dégâts considérables dans des quartiers civils à forte densité de population, pourraient être constitutives de crimes de guerre. Des enquêtes sont en cours.

91. Si des enquêtes sont en cours pour identifier les auteurs de ces attaques, la Commission a des motifs raisonnables de croire que le crime de guerre consistant à lancer des attaques aveugles faisant des morts et des blessés parmi les civils peut également avoir été commis dans le contexte du bombardement de zones civiles décrit précédemment, notamment de l'attaque ayant touché l'hôpital Chifa (voir *supra* le paragraphe 79). En droit international humanitaire, les installations médicales bénéficient d'une protection spéciale en toutes circonstances.

92. S'appuyant sur les descriptions qui lui ont été faites d'exemples d'arrestation et de détention de membres de groupes minoritaires lors de descentes effectuées par des brigades de l'Armée nationale syrienne, notamment la division 22 (brigade Hamza), la division 14 (141^e brigade), la division 13 (brigade Mohamed el-Fateh) et le groupe Feïlaq el-Cham, la Commission a des motifs raisonnables de croire que des personnes ont été privées illégalement et arbitrairement de liberté, très probablement pour des motifs discriminatoires. Il existe également des motifs raisonnables de croire que des éléments de l'Armée nationale syrienne se sont livrés à des actes de torture, à des traitements cruels et à des atteintes à la dignité de la personne, notamment des viols et d'autres formes de violence sexuelle, qui sont constitutifs de crimes de guerre⁵¹.

93. Enfin, dans les zones qui se trouvent sous son contrôle effectif, la Turquie a la responsabilité d'assurer, dans la mesure du possible, l'ordre et la sécurité publics et d'accorder une protection spéciale aux femmes et aux enfants. Elle reste liée par les obligations relatives aux droits de l'homme mises à sa charge à l'égard de toute personne présente dans ces territoires⁵².

VI. Nord-est de la République arabe syrienne

94. Au cours de la période considérée, les conditions de sécurité se sont détériorées dans certaines zones contrôlées par les Forces démocratiques syriennes. Les attaques violentes des derniers éléments de Daesh ont augmenté. Pendant ce temps, les familles des personnes enlevées par Daesh attendaient toujours de savoir ce qu'il était advenu d'elles et le lieu où elles se trouvaient, plus de deux ans après la défaite territoriale du groupe en 2019⁵³.

⁵⁰ A/66/268, par. 62 à 65.

⁵¹ Voir aussi A/HRC/45/31, par. 66.

⁵² Ibid., par. 67.

⁵³ Au sujet des obligations relatives aux personnes portées disparues, voir A/HRC/AC/6/2, par. 21 et 22.

95. Pour rétablir la sécurité, les Forces démocratiques syriennes ont accéléré les campagnes d'arrestation et lancé, à partir de l'été 2020, des opérations de grande envergure visant à « dissuader les terroristes », notamment dans les villes d'Al-Shuhail et de Bousseïra puis, en 2021, dans les villes de Kasra et de Koubar⁵⁴. Au moins 140 personnes ont été arrêtées et détenues par les Forces démocratiques syriennes, parfois dans des lieux où étaient également incarcérés des suspects de Daesh. Pendant ce temps, les actes de violence ont également augmenté dans le camp de Hol, où près de 60 000 hommes, femmes et enfants sont détenus depuis plus de deux ans, sans accès à une procédure régulière (voir *infra* les paragraphes 110 à 112).

96. En outre, l'insuffisance des services publics, la pauvreté, la corruption et les violations liées à la détention commises par les Forces démocratiques syriennes ont nourri le mécontentement, notamment au sein de la population arabe de certaines régions.

A. Protestations et manifestations

97. Dans la province de Deïr el-Zor, par exemple, les tensions se sont nettement accrues entre juillet et août 2020, en particulier après l'assassinat de chefs influents de tribus importantes. Au moins 10 de ces chefs tribaux, dont Cheikh Mutashar al-Hafl, ont été tués entre juillet 2020 et mai 2021, souvent par des hommes masqués circulant à moto. Ces meurtres et d'autres assassinats, dont certains ont été revendiqués par Daesh, ont fait descendre dans la rue des manifestants appelant les Forces démocratiques syriennes et l'administration autonome à rétablir la sécurité.

98. En outre, l'annonce de nombreux « règlements » relatifs, par exemple, à la conscription militaire, aux impôts et à l'éducation⁵⁵, a accru encore le ressentiment de la population dans certaines régions. Suite à cette annonce, des civils ont organisé, entre juillet et août, des manifestations qui ont coïncidé, dans une large mesure, avec les pénuries de carburant et les allégations croissantes de corruption.

99. Plus récemment, le 18 mai, des civils des zones rurales du sud de la province de Hassaké se sont rassemblés pour protester contre la décision de l'administration autonome de tripler le prix du carburant. Face à l'augmentation progressive du nombre de manifestants, des membres des Forces démocratiques syriennes ont tenté de disperser la foule et ont ouvert le feu, tuant au moins sept personnes.

100. Deux semaines plus tard, le 31 mai, des manifestations ont éclaté dans la ville de Manbej, dans le nord-est de la province d'Alep, contre une décision du 29 mai rendant la conscription obligatoire pour les hommes âgés de 18 à 21 ans. Les manifestations ont rapidement gagné l'ensemble de la région de Manbej, y compris plusieurs grandes places près de l'hôpital al-Hekma et les faubourgs de la ville. Des membres des Forces démocratiques syriennes ont tenté de disperser la foule en ouvrant le feu, faisant au moins un mort. Plus tard, alors que de nouveaux rassemblements avaient lieu, des membres des mêmes forces ont abattu au moins cinq civils et en ont blessé plus d'une trentaine. Afin de limiter davantage la propagation rapide des manifestations dans la région, l'administration autonome a imposé un couvre-feu et érigé des points de contrôle restreignant la circulation des civils dans la ville de Manbej. Le 2 juin, après des négociations avec les chefs tribaux locaux, elle a annulé la décision relative à la conscription.

101. Les Forces démocratiques syriennes ont fait savoir que pendant les deux manifestations de Manbej et de Hassaké, des individus présents sur place se seraient livrés à des violences armées et auraient attaqué certaines de leurs positions militaires⁵⁶. Des enquêtes sont en cours.

⁵⁴ Début d'une deuxième phase de l'opération de « dissuasion du terrorisme ».

⁵⁵ Des « règlements » imposant un programme scolaire kurde ont été annoncés par l'administration autonome, empêchant, dans les faits, les élèves d'étudier dans des établissements publics. Cette situation a déclenché des manifestations qui, à leur tour, ont conduit l'administration autonome à revenir sur ces décisions.

⁵⁶ Communication confidentielle.

B. Privation de liberté

102. Au cours de la période considérée, des membres des Forces démocratiques syriennes ont arrêté des civils, y compris des professionnels des médias, dans le contexte d'opérations antiterroristes de grande envergure lancées pendant l'été 2020. Les personnes interrogées ont indiqué que, alors que des avions de combat les survolaient, des unités antiterroristes des Forces démocratiques syriennes avaient effectué des descentes nocturnes dans plusieurs maisons, notamment de militants. Une victime a expliqué qu'à la suite d'une publication critique sur les médias sociaux, elle avait été arrêtée à son domicile, menottée, et transférée, les yeux bandés, dans un centre de détention en même temps que six de ses voisins. Pendant sa détention, elle a été accusée d'avoir des liens avec Daesh. À aucun moment elle n'a comparu devant un tribunal ni ne s'est vu proposer l'assistance d'un avocat. Elle a été libérée environ un mois plus tard, puis a de nouveau été détenue pendant une période plus courte.

103. En août 2020, un autre homme a été arrêté lors d'une descente similaire, au motif qu'il aurait entretenu des liens avec des cellules dormantes de Daesh, et a été emmené sur une base militaire de la coalition américaine à Deïr el-Zor. Après avoir été interrogé par des agents des États-Unis, il a été transféré à la prison de Kasra et détenu au secret pendant au moins vingt jours. Lors de son interrogatoire, mené par des membres de l'Asayish à Kasra, il a été battu avec un tuyau d'arrosage puis laissé sans soins. Il se souvient également avoir entendu d'autres détenus, y compris des enfants, être torturés, et avoir vu environ 25 garçons âgés de 14 à 16 ans incarcérés dans le même centre. Il n'a comparu devant aucun tribunal ni eu accès à aucun avocat.

104. Une autre fois, le 5 mars vers 23 heures, des membres des Forces démocratiques syriennes ont fait irruption dans un hôpital chirurgical de Deïr el-Zor, après une attaque qui aurait été perpétrée par des cellules dormantes de Daesh⁵⁷. Une trentaine de combattants ont investi le bâtiment en ouvrant le feu et sept autres se sont dirigés vers les salles d'opération où l'ensemble du personnel médical s'était réfugié. Des témoins ont indiqué que des combattants des Forces démocratiques syriennes avaient menacé les soignants, les avaient traités de « terroristes », les avaient frappés à coups de crosse et de barres de fer et s'en étaient pris à un patient. Des membres des Forces démocratiques syriennes ont également détruit du matériel médical et dérobé de l'argent et des effets personnels. Au moins 12 civils ont été arrêtés, dont huit membres du personnel médical. Ils ont été traînés hors du bâtiment et emmenés au centre de détention d'Al Omar administré par les Forces démocratiques syriennes et situé dans le champ pétrolifère d'Omar. Sur place, les détenus ont été contraints de se déshabiller et de s'accroupir pendant que des membres des Forces démocratiques syriennes les frappaient avec des chaînes. Ils ont été libérés vers 2 h 30 du matin, prétendument après l'intervention de hauts responsables des Forces démocratiques syriennes. Le 17 mars, face à une nouvelle vague de manifestations, les Forces démocratiques syriennes ont présenté des excuses publiques pour ces faits et se sont de nouveau engagées à protéger les hôpitaux et les installations médicales dans les zones sous leur contrôle⁵⁸. Elles ont indiqué qu'elles avaient indemnisé les victimes pour le préjudice causé et les objets volés par leurs membres. Les personnes qui avaient participé à cette descente auraient également fait l'objet d'une enquête interne et auraient été présentées devant un tribunal militaire⁵⁹.

105. Des arrestations ont également eu lieu dans le cadre d'enquêtes pour corruption, notamment d'anciens employés de l'administration autonome, à Hassaké et à Manbej. Une personne interrogée a expliqué qu'après la disparition de son frère (accusé de corruption), survenue à la fin de 2020 à Hassaké, ses parents et ses trois frères, dont un enfant, avaient été arrêtés dans le cadre des campagnes anticorruption menées en janvier 2021. À ce jour, aucune information sur le lieu où ces personnes se trouvent n'a été communiquée et la personne interrogée a été menacée après avoir évoqué publiquement la disparition de ses proches.

⁵⁷ Ibid.

⁵⁸ Voir www.hawarnews.com/en/haber/sdf-releases-military-instructions-on-health-care-h23521.html.

⁵⁹ Communication confidentielle.

106. D'autres arrestations ont été recensées dans le système éducatif. Ainsi, le 19 janvier, l'Asayish a arrêté six enseignants à Darbassiyé, dans la province de Hassaké, parce qu'ils donnaient des cours à des étudiants inscrits aux examens universitaires relevant du programme officiel. Le lendemain, le 20 janvier, leur arrestation a fait descendre dans la rue des manifestants qui appelaient à leur libération. Certains ont été molestés, tandis que d'autres ont été emmenés dans un centre de détention de la ville. Deux manifestants, qui étaient des enseignants, ont été arrêtés, de même que huit élèves âgés de 13 à 18 ans. Les enseignants ont été contraints de s'engager par écrit à ne plus donner des cours relevant du programme officiel ; ils ont tous été libérés dans les trois jours qui ont suivi. Le 6 février, huit autres enseignants ont été arrêtés pour des motifs similaires à Amouda, dans la province de Hassaké.

107. La Commission continue de recevoir des informations concernant des personnes, notamment des membres du Parti démocratique du Kurdistan qui avaient été arrêtés et détenus avant 2018 dans des zones contrôlées par les Forces démocratiques syriennes. La plupart des familles n'ont toujours pas réussi à retrouver leurs proches. L'une d'elles a été informée du décès d'un détenu pendant le deuxième trimestre de 2021.

108. En dehors de ces opérations, les Forces démocratiques syriennes ont continué de placer en détention des individus ayant des liens présumés avec Daesh, soit plus de 10 000 personnes, depuis au moins 2019, dans des établissements pénitentiaires situés dans la partie orientale de la République arabe syrienne⁶⁰. Parmi elles figurent environ 750 garçons, détenus dans au moins 10 centres. Les garçons sont toujours détenus avec les hommes dans des prisons surpeuplées et n'ont qu'un accès limité à la nourriture et aux soins médicaux. En outre, au moins 100 garçons, dont certains âgés d'à peine 10 ans, qui avaient été transférés du camp de Hol, sont détenus dans le centre de « réadaptation pour mineurs » de Hourri, dans la province de Hassaké.

109. Alors qu'environ 8 650 Syriens avaient été jugés à la mi-2020, il subsiste, pour quelque 4 000 étrangers, dont environ 500 garçons originaires de plus de 50 pays, un flou juridique puisqu'ils ne sont ni poursuivis pour association avec Daesh ni rapatriés, ce qui les expose à une détention sans limite de durée⁶¹.

C. Camps de Hol et de Roj

110. L'insécurité a également augmenté dans le camp de Hol, où près de 60 000 personnes, dont 55 000 femmes et enfants, sont détenues dans des conditions effroyables depuis l'offensive de Baghouz de 2019⁶². Environ 50 000 occupants du camp sont des ressortissants syriens ou irakiens. Alors que la pandémie de COVID-19 continuait de se propager, l'accès déjà limité des occupants à l'éducation et aux soins de santé est devenu dérisoire, et il reste très difficile de se procurer des médicaments, en particulier de l'oxygène⁶³. Rien qu'en août 2020, au moins huit enfants auraient péri, notamment de complications dues à la malnutrition, d'insuffisance cardiaque et d'hémorragie interne⁶⁴. Le travail des enfants serait devenu courant, rendant les jeunes garçons, surtout ceux qui ne sont pas accompagnés, particulièrement vulnérables face à l'exploitation et aux mauvais traitements.

111. Rien qu'en 2021, quelque 60 résidents auraient été tués dans le camp, dont deux garçons⁶⁵. Face à cette situation, l'Asayish, le service de sécurité des Forces démocratiques syriennes, a mené une opération de sécurité entre le 28 mars et le 2 avril afin d'éliminer l'influence de Daesh à l'intérieur des principaux quartiers du camp, qui abritent des Syriens et des Irakiens⁶⁶. Des personnes interrogées ont expliqué qu'aux premières heures du matin du 28 mars, les forces de l'Asayish avaient pénétré dans le camp et fait irruption dans les

⁶⁰ Ibid.

⁶¹ A/HRC/45/31, par. 77, et communication confidentielle.

⁶² Voir <https://news.un.org/en/story/2021/02/1085982>.

⁶³ Voir <https://www.msf.org/covid-19-has-devastating-knock-effect-northeast-syria>.

⁶⁴ Voir <https://www.unicef.org/press-releases/eight-children-die-al-hol-camp-northeastern-syria-less-week>.

⁶⁵ Voir <https://www.unicef.org/press-releases/two-children-killed-al-hol-camp-syria>.

⁶⁶ Voir <https://asayish.org/?p=1915> (en arabe).

tentes à la recherche d'armes et de téléphones portables, tandis que les occupants étaient conduits vers la zone d'enregistrement du camp, où leurs informations personnelles et biométriques avaient été recueillies. Au moins 150 personnes⁶⁷, dont des dirigeants de Daesh, mais aussi des femmes, avaient été arrêtées.

112. Les problèmes de sécurité croissants à Hol ont également conduit les Forces démocratiques syriennes à organiser, de manière chaotique, le transfert d'au moins 400 familles vers le camp de Roj, dont la superficie a été agrandie. Ce camp abrite actuellement quelque 2 700 personnes, principalement des étrangers, dont plus de 1 500 enfants⁶⁸. Environ 400 sont de nationalité syrienne ou iraquienne. Si les conditions de vie y sont meilleures qu'à Hol, les personnes interrogées dans ce camp ont également indiqué qu'elles avaient un accès limité aux avocats, à l'éducation et aux soins de santé, notamment aux soins de santé mentale. L'une d'elles a expliqué que sa belle-fille n'avait pu se procurer suffisamment de pulvérisateurs pour son traitement contre l'asthme et que ses petits-enfants étaient constamment malades dans le camp.

D. Libérations et rapatriements

113. La Commission se félicite des informations selon lesquelles des familles syriennes ont été transférées, y compris tout récemment en juin 2021, de Hol vers des zones contrôlées par les Forces démocratiques syriennes, dans le cadre d'accords de parrainage tribal. Depuis la mi-2019, 8 548 Syriens auraient été libérés, dont 4 677 enfants. Il en restait cependant plus de 20 000 à Hol⁶⁹.

114. Si quelque 380 ressortissants irakiens ont été rapatriés au deuxième trimestre de 2021 (les premiers depuis 2018), plus de 30 000 autres, dont 19 000 enfants, se trouvaient toujours dans des camps.

115. Quant aux rapatriements à l'étranger, au moins 322 enfants et 56 femmes de 13 pays différents ont été rapatriés entre septembre 2020 et juin 2021, tandis que quatre autres pays ont rapatrié des enfants orphelins. Des dizaines d'autres États continuent toutefois de refuser le rapatriement de leurs ressortissants (voir annexe III), y compris de jeunes enfants qui risquent de devenir apatrides, d'être victimes de la traite ou d'être retenus pour une durée indéterminée. En juin 2021, plus de 7 800 enfants originaires de près de 60 pays autres que la République arabe syrienne et l'Iraq étaient retenus dans ces camps.

Conclusions

116. Les conditions de vie dans les camps donnent fortement à penser que les droits humains les plus fondamentaux des personnes qui y sont placées, tels que le droit à la santé et le droit à l'alimentation, sont bafoués. La Commission a des motifs raisonnables de croire que les conditions à Hol, en particulier, peuvent s'apparenter à un traitement cruel ou inhumain, ce qui constitue un crime de guerre⁷⁰.

117. Le fait de retenir 27 000 enfants, dont 33 % ont moins de 5 ans, dans ces camps pendant des années sans qu'ils disposent du moindre recours est non seulement contraire à l'interdiction de la privation illégale ou arbitraire de liberté pour ces enfants, dont la détention ne doit être décidée qu'en dernier ressort, mais va également à l'encontre des garanties les plus fondamentales accordées par le droit international aux enfants.

118. En dehors des camps, les Forces démocratiques syriennes ont restreint la liberté d'expression en privant arbitrairement et illégalement de liberté des personnes dissidentes, y compris en commettant des actes qui pourraient s'apparenter à des disparitions forcées (voir *supra* le paragraphe 107). En outre, la Commission a des motifs raisonnables de croire que le traitement réservé par les Forces démocratiques syriennes aux détenus pourrait être constitutif de crime de guerre (infliger des traitements cruels et de mauvais traitements aux personnes privées de liberté).

⁶⁷ Communication confidentielle.

⁶⁸ Données de l'ONU et communication confidentielle.

⁶⁹ Voir <https://m-syria-d.com/en/?p=2795>. Ces informations proviennent également d'une communication confidentielle.

⁷⁰ Voir aussi A/HRC/40/70, par. 92.

119. La Commission examine actuellement si des membres des Forces démocratiques syriennes ont fait un usage excessif de la force contre des manifestants (voir *supra* les paragraphes 99 à 101), et auraient à cette occasion commis des homicides illicites, ce qui, dans le cadre du conflit en cours, pourrait constituer un crime de guerre.

120. S'agissant des meurtres de chefs tribaux importants (voir *supra* le paragraphe 97), la Commission réaffirme que, s'ils sont commis par une partie au conflit, les assassinats ciblés sont contraires à l'interdiction des attaques directes contre les civils et pourraient être constitutifs de crimes de guerre.

VII. Recommandations

121. Au cours de l'année écoulée, l'aggravation de la crise économique, la pandémie et les violations décrites dans le présent rapport (bombardements, frappes aériennes, explosions d'engins improvisés, assassinats ciblés, détentions arbitraires, mises au secret et actes de torture) se sont conjuguées et n'ont fait qu'empirer la situation de nombreux Syriens en ce qui concerne les droits de l'homme. La République arabe syrienne n'offre pas encore un environnement sûr et stable, que ce soit pour le retour durable et digne des réfugiés ou pour les 6,7 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays.

122. Des dizaines de milliers de Syriens attendent toujours désespérément des nouvelles de leurs proches disparus, tandis que des dizaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants restent privés illégalement de liberté dans le pays. Certains sont détenus au secret par le Gouvernement depuis plus de dix ans. Leur sort est entre les mains du Gouvernement et des autres parties à ce conflit prolongé. Ces parties et les acteurs internationaux qui les ont soutenues ne sont pas parvenus jusqu'à présent à tirer parti du cessez-le-feu fragile et partiel pour faire progresser le respect des droits de l'homme les plus fondamentaux ou collaborer de manière constructive afin de mettre fin au conflit.

123. Il est plus que temps que le Gouvernement et les autres parties au conflit cessent les attaques contre les civils et les biens civils et :

a) Assurent aux organisations indépendantes d'aide humanitaire, de protection et de défense des droits de l'homme un accès sans entrave à toutes les régions du pays, y compris aux lieux de privation de liberté ou de détention, et facilitent un tel accès ;

b) Cessent immédiatement d'avoir recours à la torture et à d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, y compris la violence sexuelle et fondée sur le genre, dans les lieux de détention ; cessent toute forme de détention au secret et libèrent les infirmes, les personnes handicapées, les personnes âgées, les femmes, les enfants et les personnes détenues arbitrairement ; prennent toutes les mesures possibles, conformément à la résolution 2474 (2019) du Conseil de sécurité, pour rechercher les personnes détenues ou disparues et révèlent le sort qui leur a été réservé, et établissent une voie de communication efficace avec les familles de manière à répondre comme il se doit à leurs besoins d'ordre juridique, économique et psychologique ;

c) S'emploient à mettre en place un cessez-le-feu de longue durée s'étendant à tout le territoire du pays, conformément à la résolution 2254 (2015) du Conseil de sécurité, qui permette aux Syriens de se consacrer à la lutte contre la pandémie de COVID-19 et qui crée les conditions nécessaires pour mener de véritables pourparlers de paix, en faisant fond sur la diminution relative du niveau de violence observé en République arabe syrienne depuis le début de la pandémie.

124. En outre, la Commission recommande aux États Membres de l'ONU :

a) De faciliter la création d'un mécanisme indépendant doté d'un mandat international pour coordonner et regrouper les demandes concernant les personnes portées disparues, y compris les victimes d'une disparition forcée⁷¹ ;

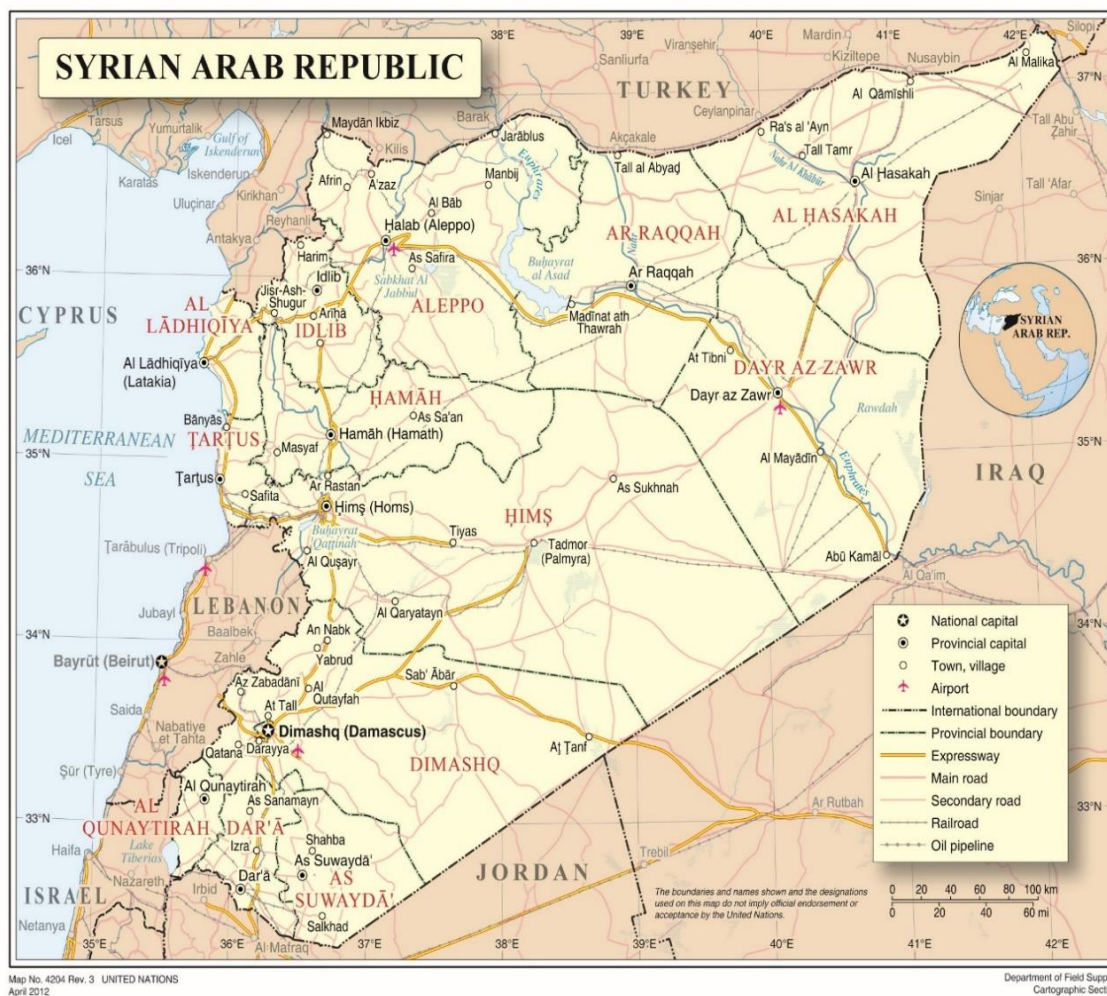
⁷¹ Comme recommandé précédemment dans le document [A/HRC/46/55](#), par. 113.

b) De rapatrier leurs ressortissants résidant en République arabe syrienne qui seraient associés à Daech, en particulier les enfants avec leur mère, conformément au principe de l'intérêt supérieur de l'enfant et compte tenu également des conditions de vie effroyables dans les camps. Les rapatriements ne devraient pas avoir lieu lorsque les personnes risquent d'être arbitrairement placées en détention ou d'être maltraitées, y compris d'encourir la peine de mort ;

c) De continuer de s'employer à établir les responsabilités, notamment en investissant dans les infrastructures d'enquête, de justice et de poursuites, et en garantissant leur bon fonctionnement. La Commission réaffirme qu'elle est disposée à continuer de contribuer à cette entreprise, en étroite coopération avec le Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables ;

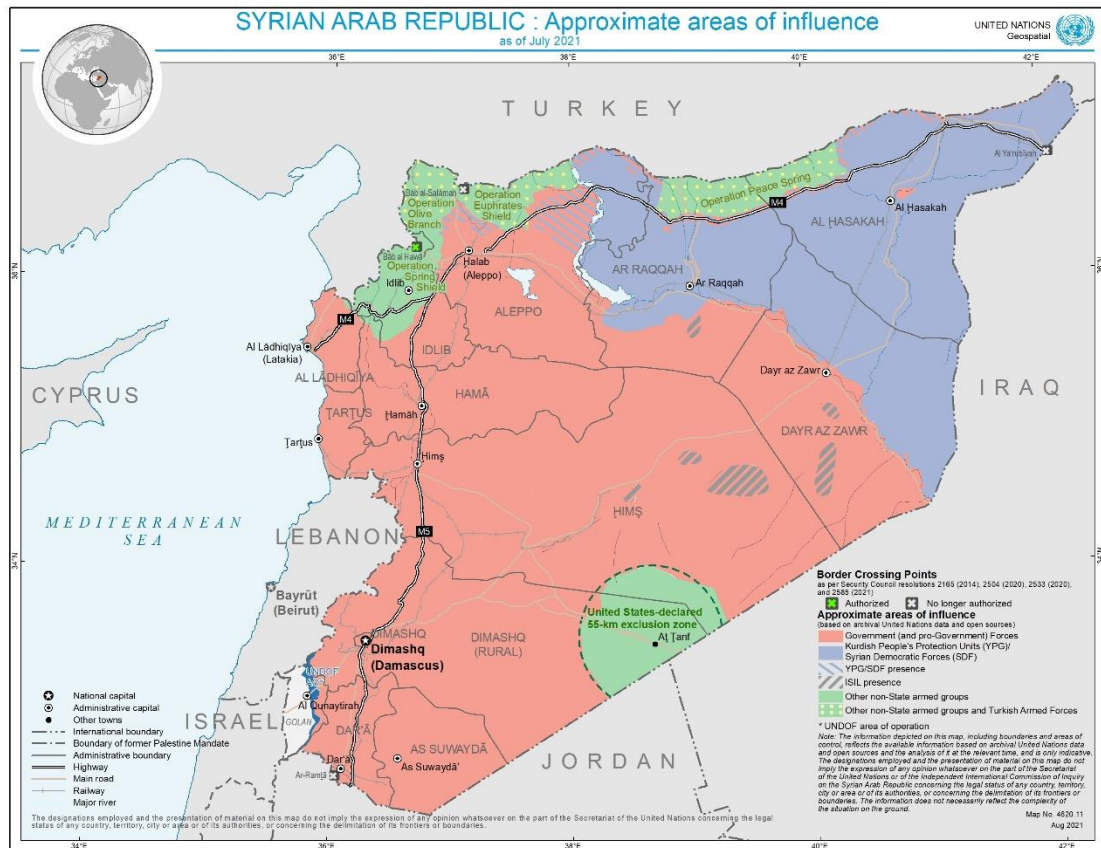
d) Compte tenu de la crise économique, de l'insécurité alimentaire et de la pandémie de COVID-19, de lever tous les obstacles à l'aide humanitaire, y compris ceux causés involontairement par des sanctions prévoyant des procédures de dérogation pour raison d'ordre humanitaire d'une lourdeur excessive.

Annexe I

Map of the Syrian Arab Republic¹

¹ The boundaries and names shown and the designations used on this map do not imply official endorsement or acceptance by the United Nations.

Annexe II

Estimated areas of influence – July 2021¹

¹ The representation of approximate areas of influence is limited to data relevant for the human rights situation in the Syrian Arab Republic and in relation to the mandate and findings of the Commission of Inquiry on the Syrian Arab Republic.

Annexe III

Table of repatriations of foreign children and women

Repatriation of foreign children and women from SDF-run camps in North-eastern Syria (as of June 2021)¹

<i>Countries and areas</i>	<i>Repatriated Children (range)^a</i>	<i>Countries and areas</i>	<i>Repatriated Women (range)^a</i>
Kazakhstan, Uzbekistan ^d	201-500	N/A	201-500
Russian Federation ^d	101-200	Kazakhstan, Uzbekistan	101-200
Kosovo ²	51-100	N/A	51-100
France	26-50	N/A	26-50
Germany	16-25	N/A	16-25
Australia, Belgium ^g , Bosnia and Herzegovina, Finland ^d , Norway, Sudan ^d , Sweden, United States of America ^d , Ukraine	6-15	Russian Federation	6-15
Albania, Austria, Canada, Denmark, Italy, Netherlands, Nigeria, Trinidad and Tobago, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland	1-5	Afghanistan, Albania, Finland ^d , Germany, Netherlands, Norway, Sudan, United States of America, Ukraine	1-5
Indonesia, Morocco ^e , Tajikistan	TBD ^b	Morocco ^e	TBD ^b
Afghanistan, Algeria ^f , Azerbaijan, Bangladesh, China, Egypt, Estonia ^f , Georgia, India, Iran, Kyrgyzstan, Lebanon, Libya, Malaysia, Maldives, North Macedonia ^g , Pakistan, Philippines, Poland, Portugal, Romania ^f , Saudi Arabia ^f , Senegal, Serbia, Somalia, South Africa, Switzerland, Tunisia, Turkey, Viet Nam ^f , Yemen, State of Palestine	None ^c	Algeria ^f , Australia, Austria, Azerbaijan, Bangladesh, Belgium ^g , Bosnia and Herzegovina, Canada, China, Denmark, Egypt, Estonia ^f , France, Georgia, India, Indonesia, Iran, Italy, Kyrgyzstan, Lebanon, Libya, Malaysia, Maldives, Nigeria, North Macedonia ^g , Pakistan, Philippines, Poland, Portugal, Romania ^f , Saudi Arabia ^f , Senegal, Serbia, Somalia, South Africa, Sweden, Switzerland, Tajikistan, Trinidad and Tobago, Tunisia, Turkey, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, Viet Nam ^f , Yemen, State of Palestine, Kosovo	None ^c

^a Figures are based on information submitted by States in response to communications by United Nations Special Procedures (<https://spcommreports.ohchr.org/Tmsearch/TMDocuments>), submissions to the Commission (see footnote 4), and a compilation of open source data by the United Nations (until 30 June 2021).

^b Repatriations have reportedly occurred, without indication of the number of individuals.

¹ This table does not reflect the repatriation of Iraqi nationals, who form the largest group of foreigners in North-eastern Syria.

² References to Kosovo shall be understood to be in the context of Security Council resolution 1244 (1999).

^c The countries listed here are those for which the Commission received information that citizens were held and for whom there is no indication of any repatriation.

^d Based on an average value due to differing information between sources.

^e Eight individuals were reportedly repatriated, without specification as to the number of children and women.

^f According to information submitted by States in response to communications by United Nations Special Procedures (<https://spcommreports.ohchr.org/Tmsearch/TMDocuments>), the national authorities have no indication as to the presence of citizens in Northeast Syria.

^g Media reports outside the reporting period indicated recent repatriations (July 2021) from this country that have not been taken into account in the chart and would change the related classification.

Annexe IV

Correspondence with the Government of the Syrian Arab Republic



Independent International Commission of Inquiry on the Syrian Arab Republic
 PALAIS DES NATIONS • 1211 GENEVA 10, SWITZERLAND
 • WEB: www.oohq.org/syria • TEL: +41-22-8179542 • FAX: +41-22-8179607 • E-MAIL: ccw@oohq.org

Established pursuant to United Nations Human Rights Council Resolution S-17/1 (2011) and extended by resolutions 19/23 (2012), 21/26 (2012), 22/24 (2013), 23/23 (2014), 28/20 (2015), 31/17 (2016), 34/26 (2017), 37/29 (2018), 40/17 (2019) and decision 45/115 (2020)

REFERENCE: COBYR/16/2020

The Secretariat of the United Nations Independent International Commission of Inquiry on the Syrian Arab Republic presents its compliments to the Permanent Mission of the Syrian Arab Republic to the United Nations and other specialized institutions in Geneva, and has the honour to refer to Human Rights Council resolution S-17/1 establishing the Commission “to investigate all alleged violations and abuses of international human rights law since March 2011 in the Syrian Arab Republic”. It also refers to decision 43/115 of 13 March 2020 extending the mandate of the Commission until the resumption of the 43rd session of the Human Rights Council.

The Commission takes this opportunity to thank the Permanent Mission for your Government’s past assistance. In the same spirit, it requests your Government’s assistance should there be information available to share regarding incidents or events impacting the human rights of persons in the Syrian Arab Republic that could aide ongoing investigations. At present, the Commission seeks information on human rights violations and abuses connected to recent events in Idlib Governorate and surrounding areas.

In this regard, the Commission requests any information your Government may be able to share regarding the incidents below, which have been investigated and corroborated by multiple independent sources, in accordance with the methodology of the Commission.

Investigations undertaken by the Commission indicate that it is likely that Syrian Government Forces are responsible for the following incidents.

- On 2 December 2019, at approximately 9:00 a.m., in Saraqib town, Idlib governorate, an airstrike impacted a market and an adjacent residential building, killing one man and injuring seven others.
- On 2 December 2019, at approximately 11:00 a.m., in Ma’arrat al Numan city, Idlib governorate, an airstrike impacted the al-Hal wholesale market located in a residential area in eastern Ma’arrat al-Nu’mān. The airstrike killed 9 civilians, including 2 women, and injured at least 13 others, including a 16-year-old boy who lost a limb as a result. The attack also damaged numerous commercial shops and civilian vehicles. The Commission previously transmitted preliminary information concerning this incident in its Note Verbale of 29 April.
- On 21 December 2019, at approximately 10:35 a.m., in Saraqib town, Idlib governorate, an airstrike impacted a market, adjacent residential buildings, and a medical clinic, within a 400 to 600 meter radius. The attack killed at least eight civilians, including one female laboratory technician, and injured over 25 others.
- On 30 December 2019, during the afternoon, in Ma’arrat al Numan city, Idlib governorate, airstrikes reportedly including barrel bombs, impacted a residential house in northern Ma’arrat al-Nu’mān, killing an 11-month old baby boy and one man.

- On 1 January 2020, at approximately 11:30 a.m., in Sarmin town, Idlib governorate, a ground-to-ground rocket attack using cluster munitions impacted the Abdo Salam primary school and a number of residential buildings, killing 12 civilians, including five children and three female teachers, and injuring 12 others, including at least one boy. Information available to the Commission indicates that an OTR-21 "TOCHKA" missile system was likely used in the attack. The Commission previously transmitted preliminary information concerning this incident in its Note Verbale of 29 April.
- On 8 January 2020, in Ma'arrat al Numan city, Idlib governorate, a ground-to-ground rocket attack struck the central hospital in Ma'arrat al Numan city, causing extensive damage to the facility. Information available to the Commission indicates that a BM-21 "Grad" multiple barrel rocket launch system was likely used in the attack.
- On 15 January 2020, between approximately 12:30 and 13:00 p.m., in Idlib city, Idlib governorate, a series of airstrikes struck the densely populated al-Hal market and adjacent al-Sinaa industrial zone, located approximately 200 from each other. The attack killed at least 19 civilians, including two children, and injured 60 others. The airstrikes ignited a gas cylinder in a commercial shop in al-Sinaa setting shops and vehicles on fire. The Commission previously transmitted preliminary information concerning this incident in its Note Verbale of 29 April.
- On 6 February 2020, beginning in the afternoon, in Anadan town, Aleppo governorate, a ground-to-ground indirect fire attack impacted residential areas of Anadan town, damaging the Anadan boys' high school and the Anadan health center.
- On 11 February 2020, at approximately 12:00 p.m., in Idlib city, Idlib governorate, a series of airstrikes struck the al-Sinaa industrial zone, impacting it and a nearby commercial street, killing at least nine civilians, including five boys aged between 10 and 16, and injuring 20 others.
- On 24 February 2020, in the afternoon, in Kafrantin town, Aleppo governorate, a ground-to-ground indirect fire attack directly impacted the Yarnouk school and a nearby mosque. Information available to the Commission indicates that a BM-21 "Grad" multiple barrel rocket launch system was likely used in the attack.
- On 25 February 2020, between approximately 8:30 a.m. and 9:30 a.m. in Idlib city, Idlib governorate, a ground-to-ground rocket attack using cluster munitions impacted the Khaled Shaar, al-Barahim and al-Izza Ibn Abdelsalam schools. At least 2 teachers were killed and 6 injured while inside al-Barahim school, and one 17 year-old girl was killed in front of al-Izza Ibn Abdelsalam school. All three schools suffered material damage. Information available to the Commission indicates that URGAN 9M27K-type cluster-munition rockets fired from BM-30 "SMERCH" multiple-barrelled rocket launcher system were likely used in the attack. The Commission previously transmitted preliminary information concerning this incident (as two separate incidents) in its Note Verbale of 29 April.

In addition, investigations conducted by the Commission indicate that Syrian Government Forces may have conducted or been involved in the following events. The below incidents are also included in a Note Verbale to the Permanent Mission of the Russian Federation to the United Nations and other international organizations in Geneva.

- On 21 December 2019, in the evening, in Ma'arrat al Numan city, Idlib governorate, airstrikes impacted a residential area in the northern part of the city, injuring six civilians.
- On 22 December 2019, at approximately 10:00 p.m., in Ma'arrat al Numan city, Idlib governorate one airstrike impacted a residential area located 1 kilometre from the main Ma'arrat al-Nu'man/Ariha road, killing two men and injuring four others, including two elderly women.
- On 5 January 2020, at approximately 2:00 p.m., in western Ariha, Idlib governorate, an airstrike with multiple munitions impacted a water distribution point, residential homes, a kindergarten and a mosque within a 200 meter radius, killing 13 civilians, including four children, and injuring 30 others.
- On 11 January 2020, at approximately 1:00 p.m., in Binish town, Idlib governorate, an airstrike impacted a local market in Binish town, killing nine civilians, including five women and three children, and injuring 29 others, including 13 children and four women.
- On 29 January 2020, in Ariha city, Idlib governorate, between 10:30 p.m. and 11:30 p.m., three consecutive airstrikes struck residential buildings and the Al Shami Hospital. At least 14 civilians, including one doctor, 5 women and 5 children, were killed and 30 to 65 others were injured. Approximately 12 residential homes were destroyed, in addition to numerous commercial shops, a bakery, civilian vehicles and one ambulance. The Commission previously transmitted preliminary information concerning this incident in its Note Verbale of 29 April.
- On 1 February 2020, at approximately 10:00 p.m., two airstrikes struck the al-Houta hospital in al-Houta/Hor village, damaging the entrance of the hospital and a generator, and injuring one civilian.
- On 2 February 2020, between approximately 9:30 and 10 a.m., in Sarmin town, Idlib governorate, a series of airstrikes impacted the southern part of the town towards al-Nayrab, one of which struck a residential house killing three women, one man, and four children, including a two-month old baby, all from the same family. The Commission previously transmitted preliminary information concerning this incident in its Note Verbale of 29 April.
- On 9 February 2020, in the afternoon, in Kafr Nouran town, Aleppo governorate, repeated airstrikes on the town killed at least 14 civilians and injured nine others, with the town largely destroyed. Information obtained by the Commission suggests that around 25 armed group fighters, including Falaq al Sham and HTS, were present in Kafr Nouran town in January and early February.
- On 10 February 2020, at approximately 8:00 p.m., in Atarib town, Aleppo governorate, airstrikes struck a maternity hospital, killing one child and causing significant damage to the facility. The Commission previously transmitted preliminary information concerning this incident in its Note Verbale of 29 April.

- On 17 February 2020, at approximately 11:45 a.m., in Darat Azza town, Aleppo governorate, a series of airstrikes hit Kinana hospital and the nearby al-Fardous maternity hospital, injuring at least two civilians. Both facilities sustained severe damage and were subsequently rendered out of service. The Commission previously transmitted preliminary information concerning this incident in its Note Verbale of 29 April.
- On 23 February 2020, in Baloyun, Idlib governorate, an airstrike impacted the dentistry building adjacent to the maternity and children hospital in Baloyun, destroying part of the building and rendering it non-operational.
- On 24 February 2020, at approximately 11:30 p.m., in Idlib city, Idlib governorate, two munitions struck the yard of al-Houraya high school for girls causing damage to the facility and nearby residential homes.
- On 25 February 2020, at approximately 5:00 a.m., in Binish town, Idlib governorate, two munitions struck the yard of al-Rissala School for boys, located in the Binish educational compound near the local market and hospital. The attack killed one man, injured four others, and damaged parts of the school building.
- On 25 February 2020, between 2:00 and 3:00 p.m., in Idlib city, Idlib governorate, one airstrike impacted near the Idlib surgical hospital, injuring at least three medical staff and damaging the facility.
- On 25 February 2020, at approximately 4:00 p.m., in Marat Misrin town, Idlib governorate, three airstrikes impacted the Muneeb Qmayshah primary school, located in the eastern parts of Marat Misrin town. The attack killed at least 11 civilians, including six children, and wounded 30 others, including 14 children and six women. It also severely damaged the school walls, windows and doors, rendering it non-operational.
- On 3, 4, and 14 February 2020 and on 5 March 2020, in Atarib town, Aleppo governorate, ground-to-ground and air-to-ground attacks impacted the boys' school and adjacent areas, killing and injuring civilians and damaging the Atarib boys' school:
 - An airstrike at approximately 10:00 a.m. on 3 February killed at least one woman and injured two children in a residential area adjacent to the school and classes at the boys' school were suspended.
 - A series of airstrikes on 4 February at approximately 11:00 a.m. injured a further six children in homes adjacent to the school.
 - Another airstrike on 14 February caused significant damage to the school itself and rendered it non-operational.
 - A further series of airstrikes on 5 March caused additional damage to the school.

For each of the incidents above, the Commission requests the following information, while cognizant that the information requested may relate to sensitive security and military information.

- Acknowledgment of involvement in the incidents described above, in particular those incidents that have also been transmitted to the Permanent Mission of the Syrian Arab Republic.
- Details on the intended target for each individual operation, information related to whether the intended target was successfully impacted, and post-strike battle damage assessments including fighter and civilian casualty figures resulting from the operation.
- Any information available on the operational planning prior to the conduct of each operation, including in relation to the choice of weapon and delivery system, in particular related to targeted locations away from ongoing ground operations, as well as detailed information on the precautions taken to avoid or minimize civilian harm in each operation.
- Cockpit recordings, audio and video, for each airstrike.
- Any available overflight and/or operational strike records for the dates and locations of each incident.
- Satellite, surveillance or other imagery for each intended target and for both pre- and post-operations review and analysis.
- Information on internal investigations, reviews, or other process evaluating the compliance of each incident with international humanitarian law and your forces applicable rules of engagement, and if so, whether any such reviews resulted in disciplinary or criminal proceedings against particular individuals or revisions or amendments to rules of engagement or other internal procedures to increase civilian protection.

More generally, the Commission would also welcome any available materials on civilian casualty tracking and investigation methods utilised by the Syrian Arab Republic in relation to its own operations, and whether any reporting or complaint mechanism exists to collect internal or external reports of civilian casualties reportedly caused by Syrian Arab Republic forces. The Commission of course welcomes any other relevant documentation, including contextual and intelligence information, that your Government could share in relation to the specific incidents above.

The Commission would also welcome information on Syrian military casualties (complementing the information provided in e.g. briefings by the Russian Federation Foreign Ministry Spokesperson Maria Zakharova on e.g. 26 December, 23 January, 12 February and 27 February).

Finally, the Commission would welcome information concerning attacks by armed groups entailing civilian casualties (in addition to the information provided in the identical letters dated 13 January, 26 January, 27 January and 26 February 2020 from the Permanent Representative of the Syrian Arab Republic to the United Nations addressed to the Secretary-General and the President of the Security Council) and reiterates its request for information concerning specific incidents involving armed groups, as detailed in its Note Verbale of 29 April.

In order for the information to be received and processed ahead of its next reporting obligations, the Commission would kindly request that any inputs be received by 18 June 2020. Should your Government be in a position to facilitate any introductions or briefings, whether in-person or virtually, the Commission is ready to receive such support at the earliest possible opportunity.

We remain ready to discuss the most appropriate means by which to progress in this regard, including measures required regarding confidentiality concerning materials and information that may be provided. For any questions regarding the details of this request or opportunities to collaborate, please contact the Secretariat, at coisyrin@ohchr.org.

The Secretariat of the Commission of Inquiry avails itself of the opportunity to renew to the Permanent Mission of the Syrian Arab Republic the assurances of its highest consideration.

Geneva, 5 June 2020



L.A.

Permanent Mission of the Syrian Arab Republic
to the United Nations
and other specialized institutions in Geneva

UNITED NATIONS



NATIONS UNIES

Independent International Commission of Inquiry on the Syrian Arab Republic

PALAIS DES NATIONS • 1211 GENEVA 10, SWITZERLAND

• WEB: www.ohchr.org/syria • TEL: +41-22-9179542 • FAX: +41-22-9179607 • E-MAIL: oijsria@ohchr.org

Established pursuant to United Nations Human Rights Council Resolution S-17/1 (2011) and extended by resolutions 19/22 (2012), 20/26 (2012), 22/24 (2013), 25/23 (2014), 28/28 (2015), 31/17 (2016), 34/26 (2017), 37/29 (2018), 40/17 (2019) and 43/28 (2020)

REFERENCE: CO/SYRIA/22/2020

The Secretariat of the United Nations Independent International Commission of Inquiry on the Syrian Arab Republic presents its compliments to the Permanent Mission of the Syrian Arab Republic to the United Nations Office and other specialized institutions in Geneva, and has the honour to refer to Human Rights Council resolution S-17/1 establishing the Commission “to investigate all alleged violations and abuses of international human rights law since March 2011 in the Syrian Arab Republic”. It also has the honour to refer to Human Rights Council resolution 43/28 of 22 June 2020 extending the mandate of the Commission until 31 March 2021.

The Commission takes this opportunity to thank the Permanent Mission for your Government’s past assistance. In the same spirit, it requests your Government’s assistance should there be information available to share regarding incidents or events impacting the human rights of persons in the Syrian Arab Republic that could aid ongoing investigations.

In this regard, the Commission requests any information your Government may be able to share regarding the incidents below, which have been investigated and corroborated by multiple independent sources, in accordance with the methodology of the Commission.

Investigations undertaken by the Commission indicate that it is likely that Syrian Government Forces are responsible for the following incidents.

- On 5 February, in the early evening, in Taftanaz town, Idlib governorate an alleged airstrike, reportedly employing barrel bombs, struck al-Hikma hospital, rendering the facility non-operational.
- On 1 and 2 March, in Al-Sanamayn, Daraa Governorate, fighting between pro-Government forces, including the Fifth Assault Corps of the Syrian Arab Army, and armed groups reportedly resulted in the death of civilians, including women and children. During the same period in this location, Criminal Security Directorate personnel allegedly carried out summary executions of civilians by gunshot. Furthermore, following the fighting pro-Government forces allegedly carried out deliberate destruction of homes.
- On 19 March, in Jalin village, Daraa Governorate, Government forces allegedly shelled the town, killing eight civilians, including three children.
- On 27 March, in Quraya town, Sweida Governorate, elements of the Eighth Brigade of the Fifth Assault Corps of the Syrian Arab Army allegedly entered the town, detained a number of males and took them to Busra Al-Sham in Daraa Governorate. Elements of the Fifth Corps allegedly carried out summary executions of five men from Quraya during this incident.

In addition, investigations conducted by the Commission indicate that Syrian Government Forces may have conducted or been involved in the following events. The below incidents are also included in a Note Verbale to the Permanent Mission of the Russian Federation to the United Nations Office and other international organizations in Geneva.

- On 8 June, at approximately 16:30 p.m. in al-Maouzah village, Jabal al Zawiyah area, Idlib governorate, artillery shelling followed by a series of airstrikes allegedly struck a residential area, killing a man and a 16-year-old child and injuring six others, including two women, two boys and a 15-year-old girl. The attack also damaged at least five civilian homes and a mosque.
- On 9 June, at approximately 06:30 a.m. in Baloyun village, Jabal al Zawiyah area, Idlib governorate, three consecutive airstrikes allegedly struck a residential house killing three civilians, including one woman and a child, and injuring six others, including two girls and three boys. At least four civilian houses located nearby were also allegedly destroyed.

For each of the incidents above, the Commission requests the following information, while cognizant that the information requested may relate to sensitive security and military information.

- Acknowledgment of any involvement in the incidents described above, in particular those incidents that have also been transmitted to the Permanent Mission of the Russian Federation.
- Details on the intended target(s) for each individual operation, information related to whether the intended target was successfully impacted, and post-strike battle damage assessments including fighter and civilian casualty figures resulting from the operation.
- Any information available on the operational planning prior to the conduct of each operation, including in relation to the choice of weapon and delivery system, in particular related to targeted locations away from ongoing ground operations, as well as detailed information on the precautions taken to avoid or minimize civilian harm in each operation.
- Cockpit recordings, audio and video, for each airstrike.
- Any available overflight and/or operational strike records for the dates and locations of each airstrike incident.
- Satellite, surveillance or other imagery for each intended target and for both pre- and post-operations review and analysis.
- Information on internal investigations, reviews, or other process evaluating the compliance of each incident with international humanitarian law and your forces applicable rules of engagement, and if so, whether any such reviews resulted in disciplinary or criminal proceedings against particular individuals or revisions or amendments to rules of engagement or other internal procedures to increase civilian protection.
- In particular for the incidents on 1-2 March and 27 March, information on investigations into potential criminal conduct by members of Syrian military or security forces, including ongoing processes and relevant stage of proceedings for any accused, arrests of suspects (if any), and information on medical or autopsy records (with appropriate confidentiality measures to ensure respect and privacy for the deceased and their relatives).
- The Commission of course welcomes any other relevant documentation, including contextual and intelligence information, that your Government could share in relation to the specific incidents and events above.

In addition, the Commission continued to receive new allegations of torture and deaths in Syria Government detention facilities, including Air Force Intelligence branches

in Aleppo, Harasta, and Mezzeh, the Military Police Branch in Qaboun, Branch 227 of Military Intelligence, as well as in the following prisons: Adra Prison, Tartous Central Prison and Sednaya Military Prison. The Commission would welcome any information your Government may be able to provide concerning its efforts to prevent torture and ill-treatment in its facilities. Of particular interest are your processes for recording and investigating allegations, prosecuting perpetrators, and protecting victims of torture and ill-treatment. The Commission would also welcome information on measures to increase transparency and access to places of detention by legal counsel and impartial humanitarian and human rights organisations, and the ability of detainees to communicate with their families and legal aid providers. In this regard, the Commission refers to its recommendations in paragraph 106 of its conference room paper of 3 February 2016, *Out of Sight, Out of Mind: Deaths in Detention in the Syrian Arab Republic*, A/HRC/31/CRP.1 and welcomes any further information your Government may be able to share regarding implementation of those recommendations.

Furthermore, the Commission continues to receive allegations of individuals prevented from returning to their properties, including their homes, following the cessation of active fighting in Rif Damascus, including Daraya, Jobar, Harasta, Qaboun, and Yarmouk. Information detailing the precise procedure required for returning to, or visiting, their properties in areas previously impacted by hostilities, as well as information on measures concerning safeguarding individuals' property rights would be greatly welcomed.

Finally, the Commission has credible allegations of over 50 assassinations and *prima facie* unlawful killings in Daraa Governorate between January and May 2020. Those killed include civilians, medical professionals and members of Government security forces. The Commission would welcome any information available on these incidents, including but not limited to investigations, prosecutions, and protective measures taken to prevent such killings. In a similar vein the Commission reiterates its request from its Communication of 5 June 2020 (COISYRIA/16/2020) for any information available on Syrian military casualties sustained during hostilities from January 2020 to the present.

In order for the information to be received and processed ahead of its next reporting obligations, the Commission would kindly request that any inputs be received by 15 July 2020. Should your Government be in a position to facilitate any introductions or briefings, whether in-person or virtually, the Commission is ready to receive such support at the earliest possible opportunity.

We remain ready to discuss the most appropriate means by which to progress in this regard, including measures required regarding confidentiality concerning materials and information that may be provided. The Commission also takes this opportunity to reiterate its request for access to the territory of the Syrian Arab Republic to fulfil its mandate, including to facilitate dialogue in relation to requests such as contained in the present communication. For purposes clarifying details of any opportunities to collaborate or to clarify the details of this request, please contact the Secretariat, at coisyrria@ohchr.org.

The Secretariat of the Commission of Inquiry avails itself of the opportunity to renew to the Permanent Mission of the Syrian Arab Republic the assurances of its highest consideration.

Geneva, 30 June 2020



L.A.

Permanent Mission of the Syrian Arab Republic
to the United Nations
and other specialized institutions in Geneva

UNITED NATIONS



NATIONS UNIES

Independent International Commission of Inquiry on the Syrian Arab Republic

PALAIS DES NATIONS • 1211 GENEVA 10, SWITZERLAND

• WEB: www.oicci.org/syria • TEL: +41-22-9179542 • FAX: +41-22-9179607 • E-MAIL: osicci@unhcr.org

Established pursuant to United Nations Human Rights Council Resolution S-4/7 (2011) and extended by resolutions 19/22 (2012), 21/26 (2012), 22/24 (2013), 25/23 (2014), 28/28 (2015), 31/17 (2016), 34/26 (2017), 37/29 (2018), 40/17 (2019) and 43/28 (2020)

REFERENCE: COSYRIA/32/2020

The Secretariat of the United Nations Independent International Commission of Inquiry on the Syrian Arab Republic presents its compliments to the Permanent Mission of the Syrian Arab Republic to the United Nations and other specialized institutions in Geneva, and has the honour to refer to resolution 43/28 of 29 June by the Human Rights Council which extended the mandate of the Commission for a period of one year.

In its subsequent resolution 44/21 of 17 July, the Human Rights Council requested the Commission of Inquiry to prepare a report on arbitrary imprisonment and detention in the Syrian Arab Republic.

The report is to be presented to the Human Rights Council's 46th session starting in February 2021, and is mandated to cover the concerns related to detention expressed by the Council in the resolution.

These concerns included extrajudicial killings, torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment, enforced disappearance, and other human rights violations and abuses suffered by persons unlawfully or arbitrarily deprived of their liberty; the use of sexual and gender-based violence in detention facilities; the particular vulnerabilities of children in detention; access to detention facilities for medical services and monitoring bodies; information concerning detainees to their families; and justice for those arbitrarily detained.

In its subsequent resolution 45/L.45 of 2 October, the Human Rights Council, with regard to the upcoming tenth anniversary of the beginning of the conflict, encouraged the Commission of Inquiry to reflect on this in its reporting through the analysis of key recurrent human rights concerns over the course of the conflict and continuing trends.

The Commission takes this opportunity to thank the Permanent Mission for your Government's past assistance.

In the same spirit, and as part of the Commission's ongoing efforts to gather information in relation to its forthcoming report, the Commission would like to request any information or documentation your Government may be able to submit related to arbitrary imprisonment and detention in the Syrian Arab Republic since March 2011.

In particular, the Commission would welcome information that you may have access to concerning detention and imprisonment facilities and practices by other parties, such as armed or terrorist groups including the Islamic State of Iraq and the Levant as well as Hayat Tahrir Al-Sham, and alleged violations and abuses occurring therein (location; nature of alleged violations and abuses; the identity of individuals, military units, and armed group entities responsible for such violations and abuses). In this context, the most useful forms of assistance are the facilitation of access to witnesses or victims known to you; the information regarding specific sites such as imagery and location of detention sites, as well as maps and any other relevant documentation or primary source materials.

The Commission would also appreciate information regarding detention and imprisonment by your own forces and authorities in the Syrian Arab Republic. This could include information on measures to prevent or investigate any known alleged detention-related violations and abuses as well as practical steps taken to increase human rights protections for current or former detainees and their families. For this purpose, please see the attached standard questionnaire (which the Commission is sending to all authorities and entities who have allegedly at some point detained or imprisoned people inside the Syrian Arab Republic since March 2011, in accordance with its mandate for this report).

In this regard, the Commission would particularly welcome information concerning the following facilities or prisons operated by your authorities: Sednaya Military Prison, Rif Damascus; Balooni military Prison, Homs; all branches under the control of the Military Intelligence Directorate, including but not limited to: MID Branch 215, MID Branch 227, MID Branch 235, Damascus; all branches under the control of the Air Force Intelligence, including in Mezza Airport, Harasta and Bab Touma, Damascus, and Air force intelligence branches in Aleppo, Homs, Hama, Dara and Latakia; all branches under the control of the General Intelligence Directorate, including Branch 251; as well as all branches under the control of the Political Security Directorate. Similarly, the Commission would appreciate information regarding the issuance of death sentences by Syrian Military Courts and Military Field Courts as well as executions taking place at Sednaya military prison.

Information concerning the process for investigating abuses or violations that may be committed in such facilities would also be welcomed. To this end, we attach "Out of Sight, Out of Mind: Deaths in Detention in the Syrian Arab Republic": Conference Room Paper of the Commission, A/HRC/31/CRP.1, of 8 February 2016 and the "Detention in the Syrian Arab Republic: A Way Forward": Policy Paper of the Commission of 8 March 2018.

The Commission would appreciate comments on the violations, crimes, patterns, and trends described in those reports as well as information on actions taken to punish perpetrators of crimes reported and effective actions taken to prevent violations and crimes in the detention facilities referred to therein.

We would also welcome information on the number of persons released on the basis of amnesties adopted between March 2011 and the present.

In this regard, the Commission takes note of your Note Verbale no. 38/19 of 5 March 2019 to the President of the United Nations Human Rights Council concerning the Commission's report A/HRC/40/70 of 28 February 2019 as a method of reply in this regard.

The Commission would also like to take this opportunity to renew its request for access to the Syrian Arab Republic. In particular, the Commission would appreciate access to the country to facilitate on-site investigations, including visits to places of detention. This would also facilitate a direct dialogue between the Government of the Syrian Arab Republic and the Commission.

For any questions regarding the details of this request, including the request for access to the territory of the Syrian Arab Republic, or opportunities to collaborate, please contact the Secretariat, at coisvria@ohchr.org.

The Secretariat of the Commission of Inquiry avails itself of the opportunity to renew to the Permanent Mission of the Syrian Arab Republic the assurances of its highest consideration.

Geneva, 16 October 2020



L.A.

Permanent Mission of the Syrian Arab Republic
to the United Nations
and other specialized institutions in Geneva

UNITED NATIONS



NATIONS UNIES

Independent International Commission of Inquiry on the Syrian Arab Republic

PALAIS DES NATIONS • 1211 GENEVA 16, SWITZERLAND
 • WEB: www.ohchr.org/syria • TEL: +41-22-9179542 • FAX: +41-22-9179007 • E-MAIL: syria@ohchr.org

Established pursuant to United Nations Human Rights Council Resolution S-17/1 (2011) and extended by resolutions 19/22 (2012), 25/26 (2012), 22/24 (2013), 25/25 (2014), 28/28 (2015), 31/17 (2016), 34/26 (2017), 37/29 (2018), 40/17 (2019) and 43/28 (2020)

REFERENCE: COISYRIA/39/2020

LIST OF QUESTIONS FOR EACH DUTY-BEARER OR PARTY WITH REGARD TO THE SITUATION OF IMPRISONMENT AND DETENTION IN THE SYRIAN ARAB REPUBLIC SINCE MARCH 2011:

The United Nations Independent International Commission of Inquiry on the Syrian Arab Republic (hereinafter the Commission) would appreciate receiving information with regard to the situation of imprisonment and detention in the Syrian Arab Republic, including key detention-related recurrent human rights concerns since March 2011, for the purposes of its upcoming special report on detention. This report was requested by the UN Human Rights Council in its resolutions 44/21 of 17 July 2020 and 45/L.45 of 2 October 2020, and mandated to cover *inter alia*:

- detention-related violations and abuses such as extrajudicial killings, torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment, enforced disappearance, and other human rights violations and abuses suffered by persons unlawfully or arbitrarily deprived of their liberty including sexual and gender-based violence;
- the particular vulnerabilities of children in detention;
- access to detention facilities for medical services and monitoring bodies;
- information concerning detainees to their families; and
- justice for those arbitrarily detained.

While the Commission understands that some of the information requested relates to sensitive security information, we would greatly appreciate any information possible on these matters to aid in our task of undertaking a comprehensive inquiry.

In particular, the Commission would appreciate receiving:

Legal framework applicable to detention in the Syrian Arab Republic since March 2011:

1. Information concerning legislation, policies, directives, orders or other instruments concerning the administration and management of detention facilities and detention conditions, including amendments or modifications since March 2011.
2. Information on legislation, policies, directives, orders or other measures regarding safeguards for detainees, including to (i) be informed of the charges against them and of their rights; (ii) have prompt access to a lawyer; (iii) notify a relative or other person of their choice of their arrest; (iv) be brought promptly before a judge.
3. Information concerning legislation, policies, directives, orders or other instruments related to complaints systems and accountability for allegations of abuses in places of detention.

Statistics on detention-related violations or abuses since March 2011:

4. Annual statistical data per year - disaggregated by sex, ethnic/national origin, and age category (under 18, 18-65, over 65 years of age) - on the number of pre-trial detainees and convicted prisoners and the occupancy rate at all places of detention that you operate or control inside the Syrian Arab Republic, including:
 - a. The name, location, size (in terms of detainee capacity and square meters) of each place of detention, including specialised detention facilities (e.g., juvenile detention centres, women's detention centres, medical facilities with the capacity to hold detainees);
 - b. Number of persons held in relation to political or security crimes, including terrorism-related offenses and offenses related to violations of the laws of war, versus persons detained for 'ordinary' crimes.

5. Annual statistical data per year regarding persons released from detention and the total length of time detained upon release, disaggregated by age, gender, and pre-trial or post-conviction status.
 - a. As a subset of the total number of persons released from detention, the number of persons released on the basis of amnesties adopted between March 2011 and the present.
6. Annual statistical data per year regarding deaths in custody, and information on the manner in which those deaths were investigated.
7. Annual statistical data per year regarding transfers or extraditions of detainees or prisoners from the territory of the Syrian Arab Republic to other locations.
8. Information regarding children in detention, whether such detention has been used as a measure of last resort and limited to the shortest possible period, and measures taken to ensure that juveniles are separated from adults in all places of detention.

Prevention of detention-related violations or abuses:

9. Information regarding measures taken or foreseen to prevent detention-related abuses or violations by your authorities/forces, including through guidance or inspections.
10. Information concerning access to detention facilities provided to monitoring bodies (such as civil society organizations, the UN or the ICRC) to undertake independent visits.
11. Information concerning access to detention facilities provided for medical services.
12. Information concerning contact with and access to detainees for their families.
13. Information concerning measures taken to ensure respect for the principle of inadmissibility of evidence obtained through torture and ill-treatment.

Investigation of detention-related violations or abuses; redress and support for victims:

14. Information concerning investigations carried out into the detention-related violations or abuses that were allegedly committed by your authorities/forces, to hold the perpetrators to account.
15. Information on remedies available to victims of detention-related violations or abuses committed by your authorities/forces.
16. Information on what protection and support mechanisms are in place for victims of detention-related violations or abuses (including legal, medical or psychosocial assistance).
17. Information on any measures adopted to encourage victims to safely report allegations of such violations or abuses.
18. Annual statistical data since March 2011 on the number of complaints, investigations, prosecutions, convictions and sentences imposed in cases of detention-related violations and abuses.

Other:

19. Information regarding measures taken to implement recommendations made with respect to detention by the Commission of Inquiry¹, other UN human rights mechanisms or other relevant bodies since March 2011.

¹ The Commission's reports are all accessible on www.ohchr.org/syria (under documentation), with the recommendations usually listed last, in bold. By way of example, in its most recent report (A/HRC/45/31) the Commission inter alia recommended all parties to close all makeshift and temporary places of detention; improve health conditions and ensure prisoner releases in the wake of the COVID-19 pandemic; cease torture and other cruel treatment including sexual violence in places of detention; take measures to reveal the fates of those detained and establish an effective channel of communication with families; and facilitate unfettered access for independent humanitarian, protection and human rights organizations to places of confinement or detention.



Independent International Commission of Inquiry on the Syrian Arab Republic

PALAIS DES NATIONS • 1211 GENEVA 10, SWITZERLAND
• WEB: www.ohchr.org/syria • TEL: +41-22-9179542 • FAX: +41-22-9179007 • E-MAIL: adviser@syria.ohchr.org

Established pursuant to United Nations Human Rights Council Resolution S-1/1 (2011) and extended by resolutions 19/22 (2012), 21/26 (2012), 22/24 (2013), 25/23 (2014), 28/28 (2015), 31/17 (2016), 34/26 (2017), 37/29 (2018), 40/17 (2019) and 43/28 (2020)

REFERENCE: COSYRIA/65/2020

The Secretariat of the United Nations Independent International Commission of Inquiry on the Syrian Arab Republic presents its compliments to the Permanent Mission of the Syrian Arab Republic to the United Nations Office and other International Organizations at Geneva, and has the honour to refer to Human Rights Council resolution 43/28 of 22 June 2020, in which the Human Rights Council requested the Commission of Inquiry present an updated written report during an interactive dialogue at its forty-fifth and forty-sixth sessions.

Following the presentation of its written report at the forty-fifth session, the Human Rights Council, in its resolution 45/21 of 6 October 2020, encouraged the Commission of Inquiry to reflect on the upcoming tenth anniversary of the beginning of the conflict in its reporting through the analysis of key recurrent human rights concerns over the course of the conflict and continuing trends. The reports to be presented to the Human Rights Council's forty-sixth session starting in February 2021 will reflect such key concerns and developments.

The Commission takes this opportunity to thank the Permanent Mission for your Government's past assistance.

In the same spirit, and as part of the Commission's ongoing efforts to gather information in relation to its forthcoming report, the Commission would like to request any information or documentation your Government may be able to submit related to efforts to ensure that perpetrators of abuses and violations, including those who may be responsible for crimes against humanity, are held accountable. The Commission is mandated to support such efforts, and as part of the overall trend analysis in its forthcoming report, it aims to highlight efforts to address accountability by the Syrian Arab Republic or by the national jurisdictions of third party states.

In particular, the Commission seeks information concerning investigations and prosecutions conducted by your country's judicial and law enforcement authorities concerning war crimes, crimes against humanity, and other criminal acts impacting the enjoyment of fundamental human rights allegedly committed in the Syrian Arab Republic since March 2011. This would include the number of investigations/cases/suspects, and basic data on the specific crimes alleged and legal basis for the exercise of jurisdiction. Any information that may be available concerning the details of the specific cases would also be welcome. The Commission also seeks any information on related civil litigation that may be occurring that are linked to the commission of violations of international human rights and humanitarian law in the Syrian Arab Republic.

In an effort to highlight progress on accountability, transparency, and civilian protection, the Commission would also welcome any information concerning criminal, civil or administrative proceedings to investigate allegations of violations or abuses or to hold accountable your Government's military forces or any civilian Government officials related to allegations of violations of international human rights or humanitarian law on the territory of the Syrian Arab Republic from March 2011 to the present. The Commission would appreciate information as to the disposition of such processes concerning individuals or any resulting changes to operational or tactical directives or policies.

Similarly, and as requested in the Commission's Note Verbale of 5 June, all available information on civilian casualties allegedly or confirmed to have been caused by or linked to the operations of your forces from March 2011 to the present, would also be useful. Any contextual information, including the process for investigating civilian casualty reports, measures to provide

redress for victims, survivors, and their families or communities and measures taken to ensure non-repetition, would be most welcome.

Similarly, and also as requested in our Note Verbale of 5 June 2020, the Commission would welcome any statistical or detailed information concerning attacks by armed groups entailing civilian casualties or impacting civilian objects from March 2011 to the present. The Commission takes this opportunity to reiterate also the request for any data on casualties, both deaths and injuries, suffered by your national armed forces and security forces in relation to the conflict, since March 2011.

Mindful of the sensitive nature of the matter, the Commission would in particular welcome any information you may be able to share in terms of elements of your rules of engagement, or operational, tactical, or other directives issued to your forces to protect civilians from harm during operations, improve transparency or to strengthen accountability of your own or allied or partnered forces.

Such data would greatly assist the Commission in seeking to provide context in its public reporting concerning efforts to prevent and punish violations and abuses of international human rights and humanitarian law in the Syrian Arab Republic since 2011.

In order for information to be received and processed ahead of its next reporting obligations, the Commission would kindly request that any inputs be received by 29 December 2020.

We remain ready to discuss the most appropriate means by which to progress in this regard, including measures required regarding confidentiality concerning materials and information that may be provided. To clarify details of this request or opportunities to collaborate, please contact the Secretariat, at coisyrria@ohchr.org.

The Secretariat of the Commission of Inquiry avails itself of the opportunity to renew to the Permanent Mission of the Syrian Arab Republic to the United Nations Office and other International Organizations at Geneva the assurances of its highest consideration.

Geneva, 24 November 2020



L.A.

Permanent Mission of the Syrian Arab Republic
to the United Nations
and other specialized institutions in Geneva

UNITED NATIONS



NATIONS UNIES

Independent International Commission of Inquiry on the Syrian Arab Republic

PALAIS DES NATIONS • 1211 GENEVA 10, SWITZERLAND

• WEB: www.ohchr.org/syria • TEL: +41-22-9179540 • FAX: +41-22-9179007 • E-MAIL: osiria@ohchr.org

Established pursuant to United Nations Human Rights Council Resolution S-17/1 (2011) and extended by resolutions 19/22 (2012), 21/26 (2012), 22/24 (2013), 25/23 (2014), 28/20 (2015), 31/17 (2016), 34/26 (2017), 37/29 (2018), 40/17 (2019) and decision 43/115 (2020)

REFERENCE: COSYRIA/11/2021

The Secretariat of the United Nations Independent International Commission of Inquiry on the Syrian Arab Republic presents its compliments to the Permanent Mission of the Syrian Arab Republic to the United Nations Office at Geneva and specialized institutions, and has the honour to refer to Human Rights Council resolutions S-17/1 establishing the Commission and 46/22, extending its mandate until 31 March 2022.

The Commission takes this opportunity to thank the Permanent Mission for your Government's past assistance in furtherance of its mandate. In the same spirit, it requests your Government's assistance should there be information available to share regarding incidents or events impacting the human rights of persons in the Syrian Arab Republic that could aid ongoing investigations.

At present, the Commission seeks information on human rights violations and abuses in light of its upcoming mandated report to the Human Rights Council session in September 2021, which will cover events between 1 July 2020 and 30 June 2021. In this regard, the Commission requests any information your Government may be able to share regarding the incidents listed in the Annex I to this note, which allegedly occurred during this time period.

The Commission has also received credible allegations of over 130 civilian deaths, including assassinations and other *prima facie* unlawful killings in Dara'a Governorate between July 2020 and April 2021, including of medical workers, former judges, and reconciliation leaders. The Commission would welcome any information available on these incidents, including but not limited to investigations, prosecutions, and protective measures taken to prevent such killings.

Furthermore, the Commission would welcome information on Syrian military casualties during the period, as well as information concerning attacks and shelling by armed groups and other armed actors entailing civilian casualties (in addition to the information provided on the aforementioned incidents). The Commission has taken note of the information regarding civilians killed and injured provided in the identical letters from the Permanent Representative of the Syrian Arab Republic to the United Nations addressed to the Secretary-General and the President of the Security Council dated 28 July 2020, 1 September 2020, 28 September 2020, 14 October 2020, 27 October 2020, 3 December 2020, 29 December 2020 and 8 February 2021, and would much appreciate further details on the related specific incidents.

The Commission would also welcome additional information on the following recent domestic legislation:

Information received by the Commission indicates that the latest amendment of article 97 of the Military Service law, promulgated by Legislative Decree No. 30 of 2007, provides for the executive seizure of assets and that such executive seizures may also extend to the assets of immediate family members of persons who fail to comply with provisions of the law. In particular, the Commission invites the Government to confirm the application of the above mentioned provisions and provide a copy of the said amendments as published in the official Gazette; specify any provisions that will ensure compliance with regard to international standard of due process and fair trial guarantees and fair trial guarantees provided for in Syrian domestic law; and indicate the extent of the application of the new provisions, including with reference to the number of decisions that have been implemented since the adoption of said amendments, and the number of persons affected by such decisions. The Commission would welcome any copies of decisions taken in specific cases.

Further, the Commission has received information indicating that on 1 March 2021, the Syrian People's Assembly passed an amendment to the nation's Civil Status Law that deals with the renewal of the personal identity cards. In particular, Article 54 of the new law, provides that identity cards must be replaced not less than 30 days and not more than six months prior to their expiry. Further, Article 38 of the law provides that only prison directors or detainees are legally authorized to record the event of a death of a detainee, and does not stipulate the need for a medical report identifying the exact causes of death. In this regard, the Commission kindly invites the Government to clarify the current status of the law, including its adoption and application; provide a copy of its text, as well as detailed information on the measures in place to ensure that the new ID documents are accessible, including for Syrian refugees and those internally displaced outside areas of Government control, detailing the related fees, terms and conditions for the replacement of the ID documents; clarify how the new provisions will affect the status of citizens who are unable to access civil status documentation and the competent government authorities in order to replace their ID documents in accordance with the new legislation, most notably with regards to access to essential services, other civil status documentations, inheritance and property rights, as well as the right to vote; and to provide specific information on any measures that aim at ensuring that the deaths of individuals deprived of their liberty - including individuals held in the Security Branches of the Government - is recorded and certified by competent medical coroner, in line with international standards and following an investigation into the causes of death.

Lastly, the Commission kindly reiterates its request for information regarding detention and imprisonment by your own forces and authorities in the Syrian Arab Republic. This could include information on measures to prevent or investigate any known alleged detention related violations and abuses as well as practical steps taken to increase human rights protections for current or former detainees and their families. For this purpose, please see the attached standard questionnaire (which the Commission previously shared in its note verbale numbered COISYRIA/32/2020 of 16 October 2020).

In order for the information to be received and processed ahead of its next reporting obligations, the Commission would kindly request that any inputs be received by 30 June 2021. We remain ready to discuss the most appropriate means by which to progress in this regard, including measures required regarding confidentiality concerning materials and information that may be provided. Should your Government be in a position to facilitate any introductions or briefings, whether in-person or virtually, the Commission is ready to receive such support at the earliest possible opportunity. The Commission also takes this opportunity to reiterate its request for access to the territory of the Syrian Arab Republic to fulfil its mandate, including to facilitate dialogue in relation to requests such as contained in the present communication. For any questions regarding the details of this request or opportunities to collaborate, please contact the Secretariat, at coisyrria@ohchr.org.

The Secretariat of the Commission of Inquiry avails itself of the opportunity to renew to the Permanent Mission of the Syrian Arab Republic the assurances of its highest consideration.

Geneva, 31 May 2021



L.A.

Permanent Mission of the Syrian Arab Republic
to the United Nations Office at Geneva and specialized institutions

Annex I

List of alleged incidents on which the Commission requests information for its upcoming mandated report to the Human Rights Council session in September 2021

The Commission requests information on the following incidents for its upcoming mandated report to the Human Rights Council session in September 2021:

- On 14 July 2020, in Ariha town, Idlib governorate, following an alleged attack on a joint Russian/Turkish patrol, in the mid-afternoon, alleged ground-based strikes killed two civilians and injured five, including five children.
- On 7 September 2020, on Ariha bridge, Ariha city, Idlib governorate, artillery shelling allegedly led to the death of two civilians as they waited for local transport. On the same day, shelling allegedly impacted multiple areas of Ariha town killing two and injuring five further civilians, including children.
- On 22 September 2020, in Kanaker town, Rif Damascus governorate, after Government forces encircled the town and imposed a blockade, small arms fire allegedly killed three civilians. Subsequently, other civilians were reportedly arbitrarily arrested across Rural Damascus, including children.
- On 29 September 2020, in Al-Quraya town, Al-Suweida governorate, alleged clashes between elements of the Eight Brigade of the Fifth Corps of the Syrian Arab Army and armed groups resulted in 17 casualties, including civilians.
- On 28 October 2020, in Ariha town, Idlib governorate, in the morning, alleged artillery shelling led to the death of at least two civilians, injuring three.
- On 4 November 2020, in the Midas areas of Ariha town, Idlib governorate, at around 07:30 a.m., an alleged missile strike impacted a residential area killing at least 2 women and one 10-year-old girl. The attack also reportedly impacted residential areas and a local school.
- On 22 January 2021, in the Karu neighbourhood of Hama governorate, at approximately 04:00 a.m., four civilians were reportedly killed, and four injured, including two children, when alleged airstrikes were countered by Syrian air defence systems.
- On 24 January 2021, in the southern suburbs of Tafas city, Dar'a governorate, alleged artillery shelling displaced hundreds of civilians, reportedly resulting in civilian deaths.
- On 6 March 2021, in Ariha town, Idlib governorate, at 15:45 p.m. alleged ground-based attacks impacted multiple locations, including a market and residential areas. One civilian was reportedly killed and seven injured, including four children.
- On 21 March 2021, in Atarib town, Aleppo governorate, alleged ground-based strikes hit the Al-Atareb surgical hospital, killing seven people, including two boys and a woman. 14 people were injured, including four hospital staff.
- On 21 March 2021, in Al Firdous and Al Saliheen neighbourhoods, Aleppo city alleged artillery shelling by armed groups reportedly led to two civilian deaths and 17 injured, including two children.

In addition, investigations conducted by the Commission indicate that Syrian Government Forces may have conducted or been involved in the following incidents (which are also included in Notes Verbales to the Permanent Missions of the Russian Federation and Turkey to the United Nations Office and other Specialized Institutions in Geneva, respectively):

- On 15 July 2020, in the al-Jahjah area of al-Bab city, Idlib governorate, at approximately 11 p.m., following an alleged attack on a joint Turkish and Russian convoy, two alleged airstrikes injured at least 15 civilians.
- On 3 August 2020, Binnish town, Idlib governorate, alleged airstrikes struck a makeshift IDP camp near to Binnish town, killing three civilians and injuring one.
- On 14 October 2020, in Al Hamama town, Idlib governorate, an alleged airstrike near Jish al Shougour, at approximately 8 a.m., resulted in 4 dead males and 16 injured people, including at least two children.

- On 31 October 2020, in Nahla village, near Ariha town, Idlib governorate, an alleged airstrike injured three civilians as they collected wood, including one woman.
- On 5 March 2021, in al-Hamran village, near Jarablus town, Aleppo governorate, at approximately 7 p.m., an alleged long-range missile struck improvised oil refineries and fuel tankers, reportedly killing one civilian and injuring four civilians.
- On 5 March 2021, in Tarbeen village, near al-Bab town, Aleppo governorate, at approximately 8 p.m., an alleged long-range missile struck improvised oil refineries and fuel trucks, killing six civilians and injuring 27 civilians.
- On 21 March 2021, in the Sarmada area near the Bab al-Hawa border crossing, Idlib governorate, at approximately 5 p.m., a series of alleged airstrikes struck multiple locations in the area, including a fuel plant, lorry park and NGO warehouses. One civilian was reported killed and severe damage to civilian infrastructure was reported due to the blast, shrapnel and resulting fires.
- On 21 March 2021, Qah town, Idlib governorate, alleged ground-based strikes hit the town of Qah close to densely populated IDP camps. One civilian was reportedly killed.

For each of the incidents above, the Commission requests the following information, while cognizant that the information requested may relate to sensitive security and military information:

- Acknowledgment of involvement in any of the above incidents, and in relation to those, detailed information on precautionary measures aimed at ensuring that military sensitive areas are located far away from residential and civilian areas and other measures taken to avoid or minimize civilian harm in each operation.
- Any available overflight and/or operational strike records for the dates and locations of each incident.
- Satellite, surveillance or other imagery for each target and for both pre- and post-operations review and analysis.
- Information on internal investigations, reviews, or other process evaluating the compliance of each incident with international humanitarian law and your forces' applicable rules of engagement, and if so, whether any such reviews resulted in disciplinary or criminal proceedings against particular individuals or revisions or amendments to rules of engagement or other internal procedures to increase civilian protection.

UNITED NATIONS



NATIONS UNIES

Independent International Commission of Inquiry on the Syrian Arab Republic

PALAIS DES NATIONS • 1211 GENEVA 10, SWITZERLAND

• WEB: www.oicyh.org/syria • TEL: +41-22-9179042 • FAX: +41-22-9179007 • E-MAIL: cc@oicyh.org

Established pursuant to United Nations Human Rights Council Resolution 9-1/1 (2011) and extended by resolutions 19/23 (2012), 21/26 (2013), 23/24 (2014), 25/23 (2014), 28/28 (2015), 31/17 (2016), 34/26 (2017), 37/29 (2018), 40/17 (2019), 43/28 (2020) and 46/23 (2021)

REFERENCE: COISYRIA/20/2021

The Secretariat of the United Nations Independent International Commission of Inquiry on the Syrian Arab Republic presents its compliments to the Permanent Mission of the Syrian Arab Republic to the United Nations Office at Geneva and specialized institutions, and has the honour to refer to its note verbale of 1 June 2021 (COISYRIA/11/2021) through which the Commission is seeking information on human rights violations and abuses in light of its upcoming mandated report to the Human Rights Council session in September 2021, which will cover events between 1 July 2020 and 30 June 2021.

In this regard, and in view of the recent disturbing events in Aleppo Governorate, the Commission is seeking information also on the reported artillery attack that was carried out in Afrin on Saturday, 12 June 2021 - as an addition to the request for information on the incidents listed in the Commission's note verbale of 1 June.

By way of further background, according to the information received, rocket and artillery shelling reportedly impacted a residential area in central Afrin city, as well as al-Shifa hospital. The attacks are said to have killed at least 13 individuals and injured 27 others, including children and medical staff. According to preliminary reports, the coordinates for the hospital, were shared as part of the UN-led deconfliction mechanism.

The Commission would be interested in any information that the authorities of the Syrian Arab Republic may be able to share in connection to both attacks (in Afrin city and on al-Shifa hospital), including: (1) any picture or video material you may possess; (2) any internal reports concerning these attacks; and (3) any other relevant information regarding potential perpetrator(s), the origin of the attack, the specific weapons used, and any security measures implemented in the aftermath of the attack (including emergency and/or law enforcement responses). Finally, the Commission would welcome information regarding potential other related incidents and on whether tensions have risen in the Afrin region or in northern Aleppo governorate as a result of the attacks.

The Secretariat of the Commission of Inquiry avails itself of the opportunity to renew to the Permanent Mission of the Syrian Arab Republic the assurances of its highest consideration.

Geneva, 15 June 2021

L.A.

Permanent Mission of the Syrian Arab Republic
to the United Nations Office at Geneva and specialized institutions